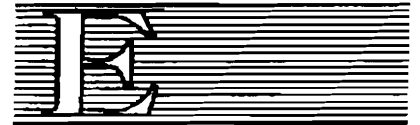


20A  
328-9 (6) 067 603  
14356  
C-1



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.22/12/Annexe  
Mai 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-septième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)  
30 avril - 3 mai 1996

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session de la Commission/  
vingt-deuxième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)  
6-8 mai 1996

**PROGRAMME-CADRE POUR LA MISE EN PLACE, LE RENFORCEMENT  
ET L'UTILISATION DES CAPACITES ESSENTIELLES  
EN AFRIQUE**

**ANNEXE**

**MISE EN PLACE DE CAPACITES ESSENTIELLES POUR  
LA BONNE ADMINISTRATION EN AFRIQUE**

<b>MESURES</b>	<b>ACTION NATIONALE</b>	<b>ACTION REGIONALE</b>	<b>ACTION INTERNATIONALE</b>
1. Elections libres et honnêtes	Création de commissions électorales indépendantes, non partisans, soumises à l'approbation du pouvoir législatif. Elections périodiques aux niveaux national et local.	Conseils spécialisés aux organes nationaux sur la conduite des élections, sur la logistique, contrôle des élections; formation et soutien des contrôleurs locaux des élections; séminaires de formation pour les responsables des élections.	Appui aux organismes électoraux nationaux (logistique, experts et financiers)  Formation de responsables des élections; contrôle des élections.
2. Système électoral et politique de partis	Dispositions constitutionnelles pour un système de partis, critères de reconnaissance des partis politiques par des organismes indépendants  Accent sur la démocratie à l'intérieur des partis et des sources de financement	Formation des responsables des partis; séminaires régionaux à l'intention des responsables des partis de différents pays.  Contrôle de l'activité des partis.	Formation des responsables de partis  Organisations de visite pour l'étude de l'organisation des partis dans d'autres pays.
3. Corps législatif	Mesures pour renforcer la surveillance du corps législatif.  Création d'un service législatif indépendant de l'administration pour superviser les nominations et promotions du personnel dans le service législatif.  Renforcement des services de recherche  Bureaux fonctionnels et rémunération adéquate.	Contrôle du fonctionnement du corps législatif.  Réunions régionales des législateurs pour un échange d'expériences.  Appui aux instituts de recherche  Formation du personnel pour le service législatif.	Contrôle des législateurs dans leur fonction.  Visite à des corps législatifs étrangers  Appui aux services de recherche.

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
4. Corps judiciaire	<p>Créer une organisation judiciaire indépendante</p> <p>Etablir une Commission judiciaire chargée de nommer et de muter les juges et de déterminer les rémunérations</p> <p>Améliorer les conditions de travail.</p>	<p>Veiller à l'indépendance du judiciaire</p> <p>Organiser des réunions régionales pour le personnel judiciaire et les juges.</p>	<p>Contrôle de l'indépendance du judiciaire</p> <p>Organisation de séminaires et de visites à l'étranger</p>
5. Décentralisation	<p>Autonomie accrue aux conseil locaux et élections au niveau du Conseil local</p> <p>Mobilisation de ressources pour les communautés locales</p> <p>Activités d'auto-assistance; incitations aux ONG</p> <p>Rétroaction de la base vers le sommet; de l'administration locale au gouvernement central.</p>	<p>Soutien aux conseils locaux</p> <p>Soutien aux organisations de base et aux ONG</p> <p>Assistance technique aux projets portant sur les besoins essentiels: eau, santé, routes, écoles, logement.</p>	<p>Appui aux conseils locaux</p> <p>Appui aux organisations de base et aux ONG</p> <p>Assistance technique aux projets portant sur les besoins essentiels: eau, santé, routes, écoles et logement</p>
6. Fonctionnement du secteur public	<p>Mise en oeuvre des réformes de la fonction publique</p> <p>Ajustement structurel</p> <p>Formation des ressources humaines.</p>	<p>Soutien à la réforme du service public</p> <p>Appui à la formation des ressources humaines</p> <p>Séminaires sur des expériences comparées en matière de réformes du service public.</p>	<p>Appui à la réforme de la fonction publique</p> <p>Appui à la formation des ressources humaines</p> <p>Séminaires sur les expériences comparées en matière de réforme de la fonction publique.</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
<p>7. Ethique et obligation de reddition de compte</p>	<p>Code de conduite pour les agents des services publics, y compris déclaration des avoirs et des engagements</p> <p>Création d'organismes publics de réclamation/d'ombudsman</p> <p>Renforcement des comités des comptes publics</p> <p>Renforcement du rôle de la Commission indépendante des services publics</p> <p>Séminaire sur la morale et la responsabilité.</p>	<p>Suivi des progrès dans les domaines de la morale et de la responsabilité et rapport à ce sujet.</p> <p>Audit de l'assistance technique par les organisations régionales.</p>	<p>Suivi des progrès en matière d'éthique et de responsabilité et rapports à ce sujet</p> <p>Audit de l'assistance technique par des organisations régionales.</p>
<p>8. Système éducatif</p>	<p>Renforcer le système éducatif classique</p> <p>Intégrer les concepts d'administration démocratique et de co-existence pacifique dans les programmes scolaires</p> <p>Soutenir les programmes traitant de la démocratie.</p>	<p>Promouvoir le développement de l'éducation civique</p> <p>Aider à réduire l'analphabétisme</p> <p>Aider à former les enseignants</p>	<p>Soutien financier à la formation des enseignants</p> <p>Soutien financier à l'impression du matériel scolaire.</p> <p>Appui à la réforme de la Direction de l'enseignement</p> <p>Assistance technique et soutien financier pour la construction d'écoles.</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
9. Médias libres et indépendants	<p>Permettre la liberté de pensée et d'expression.</p> <p>Soutenir une presse libre compétitive</p> <p>Autoriser des journaux et des stations de télévision privée</p> <p>Employer les médias pour propager le concept de démocratie.</p>	<p>Appuyer les centres de documentation</p> <p>Former des professionnels des médias.</p>	<p>Formation de journalistes</p> <p>Soutien financier à des centres de recherche neutres.</p>
10. Participation politique	<p>Garantir le droit de la participation politique</p> <p>Appuyer la création d'institutions civiques et d'organisations indépendantes</p> <p>Appuyer la coordination entre différents groupes de la société civile</p> <p>Renforcer les techniques politiques pratiques de l'établissement de coalitions et de communication.</p> <p>Garantir le droit de la participation politique à tous les niveaux de la prise de décisions.</p>	<p>Appuyer la fondation de groupes d'auto-assistance</p> <p>Renforcer le dialogue, les contacts et l'interaction entre l'autorité et les éléments de la société civile.</p>	<p>Appuyer la fondation d'institutions civiques</p> <p>Renforcer les techniques politiques pratiques de l'établissement de coalitions et de communication.</p>

**MISE EN PLACE ET UTILISATION DES CAPACITES HUMAINES POUR LE DEVELOPPEMENT  
ACTIONS A ENTREPRENDRE**

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
Elargir de manière significative l'accès à l'instruction primaire et à l'éducation de base	<p>Redéfinir les priorités en matière d'éducation, de manière à accorder une plus grande place à l'éducation de base et à l'instruction primaire</p> <p>Allouer davantage de ressources aux écoles rurales</p> <p>Améliorer les compétences actuelles du personnel enseignant et prendre des mesures en vue de la mise en place d'une formation continue à l'intention du personnel de l'enseignement primaire et de l'éducation de base</p>	<p>Les ONG africaines et celles des autres continents devraient promouvoir cette initiative en réorientant les ressources, etc. vers le soutien de l'instruction primaire et l'éducation de base, en particulier dans les zones rurales.</p> <p>Les ONG et les organisations régionales telles que la CEA et la BAD devraient apporter une assistance technique et financière pour appuyer des projets spécifiques.</p> <p>Les organisations régionales, les CER et les ONG devraient être les chefs de file de la campagne de mobilisation de ressources</p>	<p>La communauté internationale devrait appuyer les initiatives nationales en fournissant une assistance technique dans les domaines tels que l'enseignement, la formation d'enseignants, la construction d'écoles, l'alphabétisation, etc.</p> <p>Elle devrait également être le chef de file de la campagne de mobilisation de ressources dans le cadre des stratégies de Jomtien sur l'éducation pour tous</p>
Recourir davantage à l'éducation non formelle et à l'enseignement à distance en complément à l'éducation formelle, afin d'accroître les taux d'alphabétisation et de l'éducation de base	<p>Mettre en place ou renforcer les structures et l'infrastructure de l'éducation non formelle et de l'enseignement à distance.</p> <p>Mettre en place des réseaux nationaux et garantir l'accès des zones rurales et leur animation</p> <p>Former le personnel, élaborer et utiliser de manière plus efficace le matériel didactique</p> <p>Superviser et évaluer le déroulement des programmes</p>	<p>Les ONG devraient fournir une assistance directe, en particulier aux programmes d'éducation non formelle, en participant à leur exécution, et également en apportant leur assistance matérielle et financière à la mise en place du système et au fonctionnement des programmes.</p> <p>Les CER devraient appuyer les programmes d'intérêt pour les communautés frontalières, en particulier en ce qui concerne les programmes d'enseignement à distance.</p>	<p>L'Unesco devrait jouer un rôle de premier plan de coordination dans le cadre des stratégies de Jomtien sur l'éducation pour tous.</p> <p>La CEA devrait mettre l'accent sur l'évaluation et le déroulement des activités.</p> <p>La CEA et l'Unesco devraient faire en sorte que les actions nationales entreprises dans le cadre des stratégies de Jomtien bénéficient d'un soutien financier et technique substantiel</p>
Entreprendre des campagnes d'alphabétisation des adultes et d'alphabétisation fonctionnelle	<p>Mobiliser des ressources et mettre en place des structures, une infrastructure et des réseaux en vue du lancement d'une campagne nationale.</p> <p>Préparer le matériel didactique.</p> <p>Former des facilitateurs et des agents de changement.</p> <p>Superviser la mise en oeuvre.</p>	<p>Apporter un soutien financier aux initiatives nationales.</p> <p>Les ONG devaient mettre leurs réseaux et leurs compétences techniques au service des campagnes d'alphabétisation.</p>	<p>La communauté internationale devrait mobiliser des ressources pour appuyer les campagnes et fournir du matériel didactique et des supports pour les activités de post-alphabétisation.</p>
Renforcer les politiques et programmes en matière de population	<p>Elargir l'accès à l'éducation relative à la vie familiale en multipliant de manière significative le nombre de programmes dans ce domaine.</p> <p>Elargir l'accès aux programmes de planification familiale.</p>	<p>Les ONG devraient multiplier leurs programmes en matière d'éducation à la vie familiale et appuyer davantage les programmes de planification familiale, notamment dans les zones rurales</p>	<p>Les organismes comme UNIFEM et le FNUA devraient jouer un rôle de premier plan dans la mobilisation d'une assistance financière et technique pour les activités nationales.</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
Améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux	<p>Renforcer et multiplier le nombre de programmes de formation d'enseignants, de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la qualité et la gamme des programmes des établissements formels de formation d'enseignants;</li> <li>- Réduire le pourcentage d'enseignants non qualifiés dans le système éducationnel et intensifier la formation en cours d'emploi;</li> <li>- Réduire le ratio élèves/enseignant;</li> <li>- Améliorer les systèmes de motivation;</li> <li>- Renforcer les relations entre l'université et l'industrie</li> </ul>	<p>Renforcer la coopération en matière d'élaboration de programmes de formation d'enseignants.</p> <p>Mettre au point des programmes communs de perfectionnement, grâce à l'organisation de séminaires, ateliers de formation, etc., regroupant des participants de plusieurs pays.</p> <p>Mettre en commun les installations de formation de différents pays</p>	<p>Fournir une assistance technique sous forme d'enseignants et de formateurs</p> <p>Accorder des bourses de recherche d'études.</p> <p>Promouvoir le jumelage entre établissements.</p> <p>Promouvoir des actions interinstituts de soutien minutieusement coordonnés</p>
Elargir et renforcer les compétences en matière de formation dans les pays africains	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clarifier les politiques nationales de formation;</li> <li>- Passer en revue, rationaliser et renforcer les établissements nationaux de formation;</li> <li>- Renforcer les institutions et programmes de formation industrielle, technique et professionnelle;</li> <li>- Améliorer la formation de formateurs;</li> </ul>	<p>Intensifier la coopération entre pays en matière d'organisation et d'exécution de programmes de formation</p> <p>Créer et mettre en commun les installations de formation.</p> <p>Organiser des activités communes de formation.</p>	<p>Fournir une assistance technique sous forme de bourses de recherche et de formateurs dans tous les domaines.</p> <p>Mobiliser les ressources pour promouvoir l'amplification et le renforcement des programmes de formation.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de systèmes de financement de la formation, ou renforcement des systèmes existants sous forme de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonds pour la formation</li> <li>- Prélèvements pour la formation</li> <li>- Plans de formation de travailleurs.</li> </ul> </li> <li>- Susciter une plus grande participation du secteur privé dans tous les domaines de la formation, grâce à la définition de politiques appropriées et l'adoption de mesures fiscales et financières appropriées.</li> <li>- Améliorer la coordination et la supervision de la formation, en particulier dans le secteur privé</li> </ul>		<p>Fournir des subventions de contrepartie pour le financement de la formation niveau national</p> <p>Promouvoir des actions interinstituts de soutien minutieusement coordonnés</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
Améliorer la qualité et la pertinence à tous les niveaux du système éducatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intensifier la réforme des programmes scolaires afin de mieux les adapter aux exigences du développement national.</li> <li>Etendre la formation d'enseignants à tous les niveaux du système</li> <li>Accroître la production locale de matériels pédagogiques et didactiques</li> <li>Améliorer les ratios étudiants/enseignant</li> <li>Amplifier le contenu des programmes des établissements d'enseignement professionnel, technique et scientifique</li> <li>Accorder une place particulière à l'enseignement agricole, en particulier dans les écoles rurales</li> </ul>	<p>Harmoniser les programmes scolaires des différents pays</p> <p>Les ONG devraient contribuer à la production de ressources pédagogiques et didactiques</p>	La communauté internationale devrait apporter son soutien à la formation d'enseignants
Renforcer et étendre l'enseignement post-secondaire	<p>Prendre des mesures en vue de l'amélioration de l'enseignement et de la recherche, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'amélioration significative des systèmes de motivation (salaires, prestations sociales, etc.);</li> <li>- la promotion de la recherche et des activités de consultation entreprises par le personnel universitaire;</li> <li>- le renforcement du soutien aux bibliothèques;</li> <li>- l'amélioration des ratios étudiants/enseignant et la réduction des heures d'enseignement</li> </ul>	<p>Rationaliser et renforcer la coopération interinstitutionnelle entre pays, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le développement de centres d'excellence dans les domaines prioritaires de l'enseignement et de la recherche</li> <li>- la promotion de projets communs de recherche</li> <li>- le soutien à l'enseignement, à l'apprentissage, et aux initiatives de recherche aux niveaux sous-régional et multilatéral</li> </ul>	<p>Appuyer, à cet égard, les initiatives nationales, régionales et sous-régionales, de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir une assistance technique sous forme d'enseignants, de soutien à la recherche, etc.</li> <li>- Fournir une assistance technique pour soutenir l'amplification et le renforcement des programmes</li> <li>- Accorder des bourses d'études et de recherche</li> <li>- Apporter un soutien aux institutions d'une manière générale</li> </ul>



MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
Renforcer et élargir de manière significative les systèmes de soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconstruire, améliorer et élargir l'infrastructure sanitaire des pays africains.</li> <li>Améliorer les mesures en vue de la formation du maintien et d'une meilleure utilisation du personnel de la santé.</li> <li>Renforcer les programmes et installations de soins de santé primaires.</li> <li>Promouvoir une plus grande participation du secteur privé dans la délivrance de soins de santé primaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entreprendre des campagnes à l'échelle sous-régionale sur certains problèmes spécifiques de santé comme le SIDA, l'immunisation contre certaines maladies infantiles particulières, etc..</li> <li>Améliorer la coopération dans les domaines de la formation du personnel de santé, de l'intensification de l'utilisation des établissements de formation sanitaire et du personnel sanitaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobiliser des ressources financières et matérielles pour la reconstruction, l'amélioration et l'expansion de l'infrastructure sanitaire.</li> <li>Promouvoir des actions interinstitutions de soutien minutieusement coordonnées pour appuyer les actions nationales, sous-régionales et régionales.</li> <li>Fournir une assistance technique aux pays africains sous forme de bourses de formation et de personnel sanitaire.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les systèmes de santé traditionnelle par le biais de mesures telles que la formation, de manière à accroître leur qualité et leur efficacité.</li> <li>Intensifier les efforts en vue de réduire l'ampleur de maladies endémiques comme le paludisme, la maladie du sommeil et la tuberculose.</li> <li>Intensifier la lutte contre la pandémie du SIDA, à travers une campagne intensive d'éducation.</li> <li>Accroître le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.</li> </ul>		

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
<p>Augmenter le nombre d'emplois dans les pays africains</p>	<p>Entreprendre des actions en vue de stimuler la croissance dans tous les secteurs de l'économie.</p> <p>Promouvoir l'investissement privé l'esprit d'entreprise et une plus grande participation du secteur privé dans la vie économique, en particulier le secteur industriel.</p> <p>Appuyer davantage le développement de l'initiative privée dans le secteur agricole.</p> <p>Accroître la productivité du secteur informel grâce à des programmes de gestion du développement, de perfectionnement et d'amélioration technologique.</p>	<p>Promouvoir la liberté de circulation de la main-d'oeuvre, des biens et du capital entre pays.</p> <p>Promouvoir les entreprises communes sous-régionales et multinationales.</p> <p>Encourager le lancement d'opérations régionales, sous-régionales et multinationales.</p> <p>Prendre des mesures pour développer le commerce intra-africain</p>	<p>Renforcer les campagnes en faveur des politiques internationales de développement favorables à la croissance, à l'instar de celles entreprises en matière de dette, de produits primaires, de commerce et d'investissement.</p> <p>La CEA devrait coordonner les mesures de soutien interinstitutions.</p>
<p>Améliorer la productivité de la main-d'oeuvre des pays africains</p>	<p>Améliorer les conditions de travail et l'environnement professionnel d'ensemble.</p> <p>Définir des politiques salariales réalistes et revoir la structure des salaires du secteur public.</p> <p>Favoriser l'application des niveaux supérieurs de la science et de la technologie à la production dans les secteurs agricole et informel.</p>		<p>Apporter un soutien aux initiatives nationales destinées à l'amélioration des conditions de travail.</p> <p>Réévaluer l'assistance technique et veiller à ce qu'elle devienne un instrument de formation et de perfectionnement.</p> <p>L'OIT devrait coordonner les actions interinstitutions à l'appui des initiatives nationales.</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
<p>lutte contre l'exode rural et l'exode des cerveaux</p>	<p>Lancer des programmes systématiques de développement rural, y compris l'élargissement de l'accès des populations rurales aux marchés, un soutien accru à la production, l'amélioration des compétences, des installations sanitaires, des réformes foncières, de l'infrastructure physique, etc.</p> <p>Mettre en oeuvre un programme de rénovation institutionnelle des secteurs clés (éducation, santé, finances).</p> <p>Améliorer les conditions de travail, de manière à attirer les Africains qualifiés qui sont à l'étranger et à retenir ceux qui sont restés en Afrique.</p> <p>Promouvoir les micro-entreprises et les entreprises artisanales du secteur agro-alimentaire.</p>	<p>Elaborer un programme régional d'échange d'experts africains.</p>	<p>La CEA et le CIM devraient réactiver le Programme de retour des compétences pour l'Afrique.</p> <p>Mettre en place un mécanisme interinstitutions de soutien aux actions nationales.</p>
<p>Mobiliser davantage de ressources et affecter une plus grande part des ressources aux programmes de renforcement des capacités humaines</p>	<p>Formuler une stratégie interne de mobilisation de ressources.</p> <p>Accroître la participation du secteur privé dans l'éducation, la santé et les autres programmes de développement humain, grâce à des mesures fiscales ou autres d'encouragement.</p> <p>Mettre en oeuvre des programmes de réaffectation des ressources.</p> <p>Garantir un accroissement des flux de ressources extérieures pour appuyer les investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé.</p>	<p>Asseoir les bases d'un niveau beaucoup plus élevé de financement des programmes de renforcement des capacités humaines par les institutions financières régionales et sous-régionales de développement telles que la BAD, le Fonds de la CEDEAO, etc.</p>	<p>Une initiative interinstitutions devrait être prise pour, entre autres, tracer la voie en vue de la mobilisation de ressources.</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTIONS REGIONALES	ACTIONS INTERNATIONALES
Rendre les femmes autonomes en tant qu'opératrices économiques.	<p>Elargir l'accès des femmes et des jeunes filles à l'éducation, à la santé, à la formation qualifiante, au crédit et aux moyens de production.</p> <p>Mettre en oeuvre les plates-formes d'action africaine et mondiale.</p>		Des actions interinstitutions appropriées devraient être lancées pour appuyer les actions nationales dans le cadre des plates-formes d'action africaine et mondiale.
Prendre des mesures appropriées pour la mise en place de programmes de formation de jeunes et de programmes pour l'emploi	<p>Mettre en place ou multiplier les programmes de formation de jeunes dans les domaines clefs de la science, de la technologie et des sciences de l'information.</p> <p>Lancer des programmes pour l'emploi des jeunes, y compris la mise en place d'un fonds pour l'emploi des jeunes.</p>	<p>Les CER devraient promouvoir les programmes transfrontières d'emploi de jeunes englobant la formation, la production, le commerce, etc.</p> <p>Les institutions régionales de financement du développement devraient participer au financement des programmes de formation et d'emploi des jeunes.</p>	Les actions interinstitutions devraient promouvoir les programmes en faveur des jeunes à travers la mobilisation de ressources, l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes appropriés en faveur de la démarginalisation de la jeunesse.

**RENFORCEMENT ET UTILISATION DES CAPACITES EN MATIERE D'ANALYSE  
DE POLITIQUES ET DE GESTION DU DEVELOPPEMENT**

POLITIQUES	MESURES NATIONALES	MESURES REGIONALES	MESURES INTERNATIONALES
<p>A.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Formuler une politique de mise en valeur des ressources humaines;</li> <li>● Formuler une politique nationale de renforcement des capacités/développement institutionnel;</li> <li>● Formuler une politique globale de coopération technique avec des objectifs clairs en matière de renforcement des capacités;</li> <li>● Améliorer le cadre directeur des instituts de gestion et des établissements s'occupant de renforcement des capacités pour la recherche et les politiques économiques;</li> <li>● Adopter une politique réaliste en matière de rémunération et d'incitations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Elaborer des programmes scolaires et de formation pour l'analyse de politiques dans les instituts de gestion et les instituts de recherche sociale et économique visant les organismes économiques clés, la Présidence et le Cabinet;</li> <li>● Créer ou renforcer des départements universitaires d'économie, d'études commerciales, de statistique et d'administration publique;</li> <li>● Promouvoir et renforcer la recherche en matière de politiques économiques dans les universités, les instituts de recherche et les banques centrales;</li> <li>● Organiser soigneusement la formation de courte durée à l'analyse et à la gestion des politiques économiques pour les organismes de gestion clés, la Présidence et le Cabinet (modules centraux d'orientation);</li> <li>● Fournir un programme réaliste de rémunération et d'incitations pour retenir et motiver le personnel compétent;</li> <li>● Encourager le recours à des intellectuels et à des consultants privés dans les services économiques publics, sur une base contractuelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Financer des projets d'éducation et de formation;</li> <li>● Financer l'assistance technique pour les projets de gestion économique;</li> <li>● Recherche et formation économiques en matière d'analyse de politiques économiques (CARE, IDEP, CAEM, CEA);</li> <li>● Appui politique au renforcement des capacités dans le cadre de la bonne gestion des affaires publiques (OUA);</li> <li>● Mettre en place ou renforcer les capacités en matière d'analyse des politiques à l'OUA, à la CEA et dans les commissions économiques régionales;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Appuyer les centres régionaux de recherche et de formation économiques dans le domaine de la gestion économique (CARE, IDEP, CAEM, PAID, CEA, ESAMI, Centre arabe d'études monétaires);</li> <li>● Appuyer le renforcement des capacités pour l'analyse des politiques et la gestion au <u>niveau national</u>, pour le long terme;</li> <li>● Financer des projets relatifs à la mise en valeur des ressources humaines et au développement institutionnel;</li> <li>● Supprimer les compléments de salaires pour les nationaux sur les projets financés par les donateurs, mettre au point un plan de départ avec les gouvernements africains et encourager des politiques de rémunération et d'incitation réalistes pour renforcer les capacités et les institutions chargées de définir les politiques;</li> <li>● Appuyer le programme de l'UNEDIL et du CARE; recourir davantage aux services d'experts africains compétents.</li> </ul>

**RENFORCEMENT ET UTILISATION DES CAPACITES EN MATIERE D'ANALYSE DE POLITIQUES  
ET DE GESTION DU DEVELOPPEMENT**

POLITIQUES	MESURES NATIONALES	MESURES REGIONALES	MESURES INTERNATIONALES
<p><b>B.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adopter une politique de développement du secteur privé;</li> <li>• Formuler des politiques pour encourager le développement des capacités d'analyse de politiques dans le secteur privé - instituts privés de politiques et de recherche, bourses, chambres de commerce et d'industrie, conseils de promotion des exportations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer, encourager ou renforcer des centres privés indépendants de recherche et d'analyse en matière de politiques;</li> <li>• Mettre en place des mécanismes pour une interaction entre gouvernements, secteur privé et instituts de recherche (par exemple groupe sectoriel consultatif privé, conseil économique et social national, débats publics, etc) en matière de politiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financer l'investissement privé;</li> <li>• Financer les garanties et l'assurance en matière de crédit à l'exportation;</li> <li>• Fournir un capital d'investissement;</li> <li>• Appuyer les institutions privées alimentaires et les organismes commerciaux afin de leur permettre d'influer sur les politiques (BAD, BADEA, Fondation africaine pour le renforcement des capacités, EADB, SADB, ECOBANK, AFREXIM).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités d'analyse de politiques des Bourses, des institutions privées de recherche dans le domaine des politiques et de l'économie et des associations professionnelles et commerciales;</li> <li>• Aider les sociétés privées de consultation à améliorer les normes, les capacités de recherche et analytiques en matière de politiques;</li> <li>• Accorder un allègement considérable de la dette et fournir un appui pour le rachat de la dette afin de redonner confiance dans les entreprises et de relancer l'investissement privé. (USAID, Fondation Ford, PNUD, DANIDA, OIT, Groupe de la Banque mondiale, Club de Paris, Club de Londres, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Pays nordique)</li> </ul>

**RENFORCEMENT ET UTILISATION DES CAPACITES EN MATIERE D'ANALYSE DE POLITIQUES  
ET DE GESTION DU DEVELOPPEMENT**

POLITIQUES	MESURES NATIONALES	MESURES REGIONALES	MESURES INTERNATIONALES
<p>C.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adopter une politique économique et financière à moyen terme;</li> <li>• Formuler une politique nationale de développement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des unités/départements d'analyse de politiques dans les ministères clefs et à la Présidence;</li> <li>• Entreprendre une étude prospective nationale à long terme;</li> <li>• Mettre au point des modèles macro-économiques;</li> <li>• Améliorer/renforcer la fonction de planification stratégique de l'Etat en renforçant la capacité de planification à long terme;</li> <li>• Encourager la <u>demande</u> pour l'analyse de politiques;</li> <li>• Les hauts responsables doivent faire preuve d'engagement vis-à-vis des réformes économiques en général et de l'analyse des politiques en particulier;</li> <li>• Définir des objectifs cibles clairs pour le renforcement des capacités en matière de gestion du développement;</li> <li>• Politique de rémunération et d'incitations réaliste.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir une assistance pour la réalisation d'études prospectives nationales pour le long terme;</li> <li>• Fournir un appui institutionnel aux ministères des finances et de la planification;</li> <li>• Promouvoir une bonne gestion des affaires publiques, la paix et la sécurité pour une croissance et un développement stables</li> </ul> <p>(OUA, CEA, BAD, IDEP).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir un appui institutionnel aux services chargés de l'analyse des politiques et de la planification ou aider à en créer de nouveaux;</li> <li>• Fournir une assistance à long terme pour le renforcement des capacités institutionnelles en matière de politiques économiques et de développement;</li> <li>• Fournir une assistance technique pour le renforcement des capacités de planification stratégique.</li> </ul> <p>(PNUD, SIDA, Banque mondiale, FMI, BAD, USAID, GTZ).</p>

**RENFORCEMENT ET UTILISATION DES CAPACITES EN MATIERE D'ANALYSE DE POLITIQUES  
ET DE GESTION DU DEVELOPPEMENT**

POLITIQUES	MESURES NATIONALES	MESURES REGIONALES	MESURES INTERNATIONALES
<p>D.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formuler des politiques et mettre en place une infrastructure en matière d'information pour l'analyse des politiques et la prise de décisions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer des programmes d'action nationaux pour le développement de la statistique et définir des priorités (par exemple statistiques des prix et de la production, comptabilité nationale, statistiques sociales et démographiques, ressources naturelles et environnement);</li> <li>Créer une base de données pour l'analyse des politiques socio-économiques;</li> <li>Promouvoir l'utilisation d'ordinateurs pour la manipulation des données;</li> <li>Mettre en place et exploiter un réseau informatisé dans les organismes clefs de gestion économique;</li> <li>Mettre au point une matrice de comptabilité sociale (MCS) pour les activités d'analyse de politiques;</li> <li>Appliquer une politique de rémunération et d'incitations réalistes pour retenir et motiver le personnel compétent;</li> <li>Améliorer les conditions de travail et l'infrastructure en matière de statistique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les services consultatifs à court terme pour le domaine de la statistique;</li> <li>Coordonner plus efficacement les programmes d'assistance statistique;</li> <li>Evaluer les capacités statistiques nationales et élaborer des rapports annuels;</li> </ul> <p>(CEA, Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir pour le long terme des ressources pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique et décider d'un plan unifié roulant de trois à cinq ans entre donateurs et gouvernements pour les dépenses et le financement;</li> <li>Fournir des ressources additionnelles pour développer les services consultatifs de la CEA dans le domaine de la statistique;</li> <li>Fournir une assistance technique pour la gestion de bases de données;</li> <li>Appuyer les instituts universitaires de recherche statistique, sociale et économique;</li> </ul> <p>(PNUD, CEA, CE, GTZ, SIDA, APD, Inde).</p>



# CAPACITES EN MATIERE D'ENTREPRISE DANS LE SECTEUR PRIVE

MESURE	MESURE NATIONALE	MESURE REGIONALE	MESURE INTERNATIONALE
Créer un cadre d'action propice au développement du secteur privé en général et à celui des programmes de développement de l'esprit d'entreprise et des PME en particulier	<p>Les gouvernements devraient formuler et appliquer des mesures favorables telles que des macro-politiques générales pour la stabilisation et la croissance de l'économie; des politiques de taux de change et commerciales; des politiques fiscales; des politiques monétaires et autres politiques sectorielles; ils devraient mettre en place l'infrastructure et le cadre nécessaire de même qu'appliquer des normes et des réglementations.</p> <p>Ils devraient en particulier examiner et réviser des législations comme celles relatives aux brevets et aux droits de propriété, au crédit bail, aux ventes à crédit, aux hypothèques et aux privilèges; aux processus d'octroi des licences et autres obstacles à l'investissement, qui actuellement influent négativement sur le développement de l'esprit d'entreprise et en particulier sur celui des PME.</p>	Organiser des instances régionales où pourraient être échangées des données d'expérience sur la révision, la rationalisation et la réforme des législations et dans lesquelles les pays qui n'ont pas entrepris de réformes pourraient être encouragés à se lancer dans des réformes similaires	La CEA devrait chercher un financement et organiser un atelier régional pour comparer les notes et échanger des vues et des données d'expérience sur l'adoption de politiques favorables au développement de l'esprit d'entreprise et fondées sur les expériences africaines réussies ainsi que sur celles des États asiatiques nouvellement industrialisés
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formuler et appliquer effectivement une politique claire et détaillée quant à la promotion et au développement des PME, y compris l'exploration des possibilités de débouchés aux niveaux national, sous-régional et régional et international.</li> </ul>	Les blocs économiques sous régionaux doivent organiser des échanges d'information et des foires commerciales pour la promotion du commerce au sein de la région	La CEA explorera, en collaboration avec l'OMC et la CNUCED, les moyens de faciliter la diffusion de l'information sur le commerce dans les pays africains
	Encourager les politiques de création de services auxiliaires par le canal de la sous-traitance en encourageant les grandes et moyennes entreprises à confier à des petites entreprises la fabrication et/ou la fourniture de pièces de rechange, de composantes et autres produits intermédiaires de même qu'en incitant le gouvernement à acheter des produits des PME.	La CEA devrait entreprendre une étude sur l'état de la sous-traitance en Afrique et proposer des mesures pour promouvoir cette pratique	
	Le gouvernement devrait, en consultation avec le secteur privé, appliquer des politiques qui stimulent les exportations en particulier les produits des PME, grâce à la création de ZPE, l'élimination des tarifs, l'identification des possibilités d'exportation, la suppression des droits à l'importation, la rétention des recettes d'exportation, la garantie du crédit à l'exportation et les plans d'assurance, les fonds de développement des exportations, la suppression des licences d'exportation, la réescompte des factures d'exportation à court terme, les fonds de développement des exportations, l'amortissement fiscalement autorisé, les fonds d'ajustement pour les exportations, le dégrèvement fiscal sur les intérêts créditeurs etc.	La CEA devrait entreprendre des études sur les progrès réalisés dans les domaines identifiés afin de permettre aux pays qui envisagent de se lancer dans des politiques similaires de tirer profit de l'expérience de ceux qui ont déjà appliqué de telles politiques	La CEA devrait, en collaboration avec la CNUCED, l'OMC et la Banque mondiale, entreprendre une étude des initiatives réussies en matière de ZPE en Asie
	Les gouvernements devraient prendre des dispositions qui suppriment les barrières commerciales entre nations et entre localités dans chaque nation	Encourager les blocs économiques sous-régionaux à intensifier leurs efforts de plaidoyer en faveur de la libéralisation du commerce	L'OUA et la CEA devraient encourager les gouvernements africains à instituer le Marché commun africain le plus tôt possible

MESURE	MESURE NATIONALE	MESURE REGIONALE	MESURE INTERNATIONALE
	Dans l'élaboration de leurs programmes d'ajustement structurel, les gouvernements devraient tenter d'adopter des mesures de libéralisation sélectives en faveur des PME et des industries naissantes; remplacer les quotas à l'exportation et l'octroi de licences par un système tarifaire avec des droits relativement faibles à l'importation de biens d'équipement; subventionner ou gérer des taux d'intérêt le cas échéant, ou explorer d'autres mécanismes permettant de pallier l'effet inhibiteur des taux d'intérêt sur l'accès des PME au crédit bancaire; et créer des fonds sociaux pour la protection des PME et des groupes vulnérables pendant le processus d'ajustement	La CEA devrait commander des études sur l'impact des PAS et des politiques de libéralisation sur les PME en Afrique et proposer des moyens d'atténuer l'impact défavorable de telles politiques sur les PME	
Promouvoir des politiques financières favorables au développement des PME	Formuler des mesures d'intervention qui intégreraient des cadres institutionnels pour le crédit dans le but de lever des obstacles tels que les taux d'intérêt élevés, les exigences en matière de capitaux et de nantissement		
	Les gouvernements devraient, en consultation avec le secteur privé, formuler des politiques monétaires et fiscales rationnelles qui encouragent le développement des PME		La CEA devrait fournir des services consultatifs techniques et des services d'appui à la formation, en collaboration avec d'autres organismes compétents des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods et des organismes donateurs dans les domaines d'action mentionnés

## 2. MESURES DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

### 2.1 GENERAL

MESURE D'INTERVENTION	MESURE NATIONALE	MESURE REGIONALE	MESURE INTERNATIONALE
Créer des capacités institutionnelles pour l'établissement de liens avec les gouvernements en vue de promouvoir la coordination des politiques	<p>Encourager la création d'un conseil de développement de la petite entreprise composée des agents de l'Etat, des agents des gouvernements locaux et des associations de travailleurs des petites entreprises pour faciliter la coordination entre les acteurs s'occupant du développement des PME</p> <p>Encourager la création d'associations nationales de PME et renforcer leurs capacités institutionnelles en leur apportant un appui approprié</p> <p>Créer une instance pour le dialogue entre les associations commerciales (chambres), les ONG et les gouvernements, qui se réunirait régulièrement pour examiner les questions de politiques touchant le développement des PME</p> <p>Les gouvernements devraient collaborer avec des groupes d'affaires et des ONG en vue de créer des centres de vulgarisation et de formation pour réaliser des études de faisabilité et des plans d'affaires, assurer la tenue de livres comptables, la gestion financière, l'élaboration de projets, le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre</p>	La CEA devrait encourager les associations nationales de PME à constituer une association de PME à l'échelle du continent africain	
Promouvoir les capacités institutionnelles pour le développement de l'esprit d'entreprises	Les gouvernements africains devraient créer des organisations nationales cadres comme l'Organisation pour le développement des petites industries (SIDO) et des instituts de formation dans le domaine de l'entreprise		La CEA devrait aider à renforcer les capacités de gestion des organisations pour le développement des petites industries, en collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies et organisations comme l'Association mondiale des petites et moyennes entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapprocher les organismes publics au service des PME de la clientèle; en particulier créer des "services à guichet unique" où les entrepreneurs peuvent obtenir tous les services et autorisations nécessaires dans un seul bureau et dans un délai relativement court</li> <li>• Encourager les ONG à appuyer des micro-entreprises et aider leurs personnels en lui fournissant des services de formation technique afin d'améliorer leur rendement grâce à une amélioration de leurs compétences et des mesures d'incitation à servir les petites entreprises</li> </ul>		
	Renforcer la capacité de gestion des associations de PME afin qu'elles puissent fournir des services efficaces à leurs membres et défendre leurs intérêts dans diverses instances		Les donateurs devraient être incités à appuyer les efforts déployés au départ par les associations nationales de PME dans le domaine de la mise en place des capacités

**MESURES DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL :  
2.2 INFRASTRUCTURE FINANCIERE**

MESURE D'INTERVENTION	MESURE NATIONALE	MESURE REGIONALE	MESURE INTERNATIONALE
Aider à mettre en place une structure financière appropriée pour promouvoir l'esprit d'entreprise en général et les PME en particulier	Fournir une garantie solvable en matière de crédit afin d'aider les banques et les encourager également à octroyer des prêts		La CEA devrait déployer, conjointement avec les gouvernements africains et les organismes donateurs des efforts pour examiner la possibilité d'encourager la création d'institutions modèles de garantie de crédit dans un ou deux pays africains choisis
	Créer une organisation de consultation technique ou industrielle pour aider à identifier des projets et à améliorer les études de faisabilité de projets pour des entrepreneurs, voire des banques		
	Mettre en place des mécanismes spéciaux de crédit pour les PME tels ceux fondés sur "les prêts accordés en fonction du caractère, de l'approbation par les pairs et de la pression exercée par les pairs en tant que nantissement" et encourager d'autres formes de sécurité en matière de crédit telles que les certificats des entrepreneurs ou leurs polices d'assurance, l'approbation des associations d'entrepreneurs qui garantissent les prêts pour les petits entrepreneurs et le secteur non structuré		
	Promouvoir les institutions financières locales telles que les "tontines", "iqub", "esusu" et promouvoir l'épargne et les coopératives de crédit ainsi que les banques communautaires	La CEA devrait entreprendre une étude sur la manière dont les institutions financières traditionnelles pourraient être modernisées pour servir de coopératives d'épargne et de crédit	
	Coordonner les efforts des différentes associations financières et de crédit, informelles et formelles		
	Les gouvernements africains devraient renforcer les banques de développement là où elles existent et les redynamiser là où elles sont faibles en mettant à leur disposition un financement suffisant pour l'octroi de prêts aux PME, en particulier à des établissements cibles qui oeuvrent à la réalisation des objectifs de développement nationaux		La CEA devrait aider à organiser des séminaires de formation pour les responsables des banques centrales de par le continent africain afin de les sensibiliser suffisamment à l'importance de leurs rôles et de leurs relations avec d'autres institutions financières s'occupant du développement des PME
	Les gouvernements devraient mettre en place un mécanisme approprié pour la création de fonds pour capital-risque		
	Le gouvernement devrait, en consultation avec le secteur privé, créer des Bourses communes pour la mobilisation de capitaux. Il devrait également examiner la possibilité de créer des Bourses des valeurs non enregistrées qui mettront des capitaux à la disposition des PME		La CEA devrait, en collaboration avec la BAD et la Banque mondiale, intensifier la campagne pour la création d'un marché africain de capitaux
	Les gouvernements devraient créer des guichets institutions financières spéciales pour les femmes qui représentent la majorité des entrepreneurs du secteur non structuré		
	Encourager les banques à développer le savoir faire pour fournir à temps des conseils aux services qui connaissent des difficultés temporaires		

**MESURES DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL**  
**2.3 APPUI AUX SERVICES DE VULGARISATION ET AUX ACTIVITES DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT**  
**SUR LES TECHNIQUES APPROPRIEES**

MESURE D'INTERVENTION	MESURE NATIONALE	MESURE REGIONALE	MESURE INTERNATIONALE
Renforcer les PME en améliorant l'accès à la technologie et en aidant à renforcer les installations et services infrastructurels pour les PME	Aider à mettre en place l'infrastructure pour les entrepreneurs		
	Les gouvernements africains devraient créer des institutions de vulgarisation industrielle pour promouvoir la croissance et le développement des industries		
	Les gouvernements africains devraient formuler des politiques appropriées en matière de science et de technologie pour le développement des PME. Les gouvernements devraient créer et/ou renforcer les centres de recherche-développement pour le développement des PME et promouvoir leurs capacités en matière de diffusion de l'information	La CEA devrait entreprendre des études de base sur les centres de R&D existants et prendre des dispositions pour les échanges de données d'expérience entre pays de même qu'examiner la possibilité d'utiliser les centres régionaux de R&D là où ils existent	
	Les gouvernements africains devraient encourager et aider les entrepreneurs à mettre en commun leurs ressources pour la location et l'achat en commun d'équipements		
	Encourager le renforcement des relations entre centres de recherche et associations des PME afin de promouvoir l'engagement vis-à-vis des PME		
	Les gouvernements devraient définir des normes en matière d'essai et de normalisation pour s'assurer que les produits des entrepreneurs locaux répondent aux normes de qualité internationales afin qu'ils puissent être compétitifs	ARCEDEM et l'Organisation régionale africaine de normalisation devraient aider les gouvernements à renforcer les capacités pour le contrôle de la qualité	

## 3. PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE

MESURE D'INTERVENTION	MESURE NATIONALE	MESURE REGIONALE	MESURE INTERNATIONALE
Promouvoir et améliorer les compétences en matière d'entreprise grâce à des programmes efficaces de développement de l'esprit d'entreprises	Introduire dans les programmes scolaires et universitaires des cours sur l'esprit d'entreprise qui encourageraient les jeunes à aspirer à l'auto-emploi et qui les doteraient des compétences nécessaires		La CEA devrait, en collaboration avec l'AUA et l'Unesco, organiser un atelier de méthodologie sur l'introduction du programme de développement de l'esprit d'entreprise dans les programmes universitaires et scolaires
	Organiser la formation de formateur aux concepts de base de l'esprit d'entreprise et aux concepts de l'auto-emploi pour le personnel enseignant dans les écoles et les universités, qui participerait aux programmes de formation aux concepts du développement de l'esprit d'entreprise		La CEA devrait organiser un atelier de formation des moniteurs, en collaboration avec l'Association mondiale des petites et moyennes entreprises, l'OIT et l'EDI de l'UNESCO
	Organiser les programmes de formation des moniteurs à l'intention des entrepreneurs du secteur non structuré et des petites entreprises		
	Introduire un programme bien organisé et coordonné pour identifier ceux qui ont des dispositions pour les activités d'entreprise afin qu'ils puissent bénéficier d'une formation spécialisée et du capital de démarrage et autres facilités nécessaires		
	Former des banquiers pour mieux mettre l'accent sur la faisabilité des projets proposés et sur les compétences en matière de gestion/techniques plutôt que sur le nantissement		La CEA devrait organiser un programme de formation des formateurs pour les banquiers du continent africain, sur leurs rôles et leurs comportements vis-à-vis des PME
	Adopter un programme de formation dont l'objectif principal serait de modifier les compétences et les comportements des banquiers en faveur des entrepreneurs		
	Tout comme les individus et les organisations engagés dans le processus de développement de l'esprit d'entreprise doivent eux-mêmes faire preuve d'esprit d'entreprise dans leurs approches et leurs comportements. Les gouvernements devraient organiser des programmes de formation pour le personnel de l'Organisation pour le développement des petites industries afin de promouvoir l'esprit d'entreprise et de renforcer ses capacités en matière de gestion afin qu'il puisse assumer efficacement ses responsabilités et devenir un partenaire véritable pour les PME		

# MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES POUR L'INFRASTRUCTURE PHYSIQUE

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
1. Formation accélérée et plus grande efficacité de la formation	<p>Etablir des politiques et institutions de mise en valeur et de formation des ressources humaines pour chaque niveau d'opérations</p> <p>Déterminer les besoins en formation et les capacités disponibles au niveau national pour chaque secteur d'infrastructures</p> <p>Associer les experts nationaux dans les universités et les instituts de formation (dans le pays et à l'étranger) à la recherche et à l'élaboration des politiques</p> <p>Inclure un élément formation dans tous les projets sectoriels</p>	<p>Inclure la recherche sur l'infrastructure et l'élaboration de politiques dans le programme des institutions de formation sous-régionales (telles que ESAMI, AFRALTI, AGRYMET, CRFAAHO ou ESIE en électricité)</p> <p>Etablir des réseaux et des échanges entre institutions de formation (Ecoles de formation en aviation en Ethiopie, en Egypte, au Nigéria, Ecole de formation des chemins de fer au Maroc, etc.)</p>	<p>Effectuer une analyse régulière des questions nouvelles dans le domaine de la mise en place des infrastructures et faire connaître les résultats aux Etats membres pour incorporation dans leurs programmes de formation</p> <p>Etablir et diffuser les répertoires des centres, programmes de formation disponibles pour les pays africains</p>
2. Meilleure utilisation des ressources humaines autochtones	<p>Appliquer des politiques en matière de ressources humaines qui encouragent l'utilisation des experts autochtones (entrepreneurs et consultants locaux)</p> <p>Etablir des programmes transparents d'organisation des carrières et d'incitations pour les opérations des infrastructures publiques</p> <p>Promouvoir la participation du secteur privé aux activités de développement</p> <p>Assurer la participation de la communauté, spécialement des femmes à la mise en place des infrastructures</p>	<p>Elaborer des normes sous-régionales pour l'octroi de licence aux experts/techniciens (tels que les pilotes, les hydrologues, les opérateurs, etc.) pour promouvoir l'emploi transfrontières</p> <p>Elaborer des programmes d'échanges d'experts dans la région</p>	<p>Elaborer des programmes de gestion des ressources humaines et aider les pays à les appliquer</p> <p>Etablir et diffuser des répertoires d'experts africains dans le pays et à l'étranger pour chaque secteur</p> <p>Lancer des programmes pour le recrutement d'experts africains se trouvant à l'étranger dans des projets en Afrique</p> <p>Diffuser les expériences des pays aux divers pays africains</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
1. Réformes	<p>Etablir un cadre politique et régulateur clair et cohérent pour le développement du secteur (contrats-plans et participation du secteur privé, etc.)</p> <p>Mettre l'accent sur la coordination des réformes dans l'économie nationale globale</p> <p>Elaborer des programmes de réformes sectoriels</p> <p>Exécuter les programmes sectoriels en cours élaborés au niveau régional</p> <p>Mettre l'accent sur de meilleures méthodes d'entretien tout en maintenant des programmes de développement équilibrés</p> <p>Intégrer un volet infrastructure dans les programmes de développement rural</p>	<p>Conduire des séminaires et ateliers pour diffuser les résultats des initiatives, sur le plan des politiques, en cours dans les pays membres</p> <p>Adopter des politiques et directives régionales</p>	<p>Aider les pays à élaborer la politique et le cadre régulateur nécessaires (grâce à des prêts et à l'assistance technique)</p> <p>Aider les pays membres à opérer des réformes des politiques et des institutions en fournissant une assistance technique</p> <p>Conduire des séminaires et ateliers pour diffuser les résultats et aider les pays à mettre en oeuvre les programmes sectoriels en cours (tels que l'initiative sur l'entretien des routes, le programme relatif aux ressources humaines et aux institutions, la base de données sur les transports, etc.)</p>
Restructuration systématique des institutions et des entreprises	<p>Déterminer les secteurs économiques qui ont besoin d'être restructurés (des comités interministériels peuvent être créés à cet effet)</p> <p>Séparation de la fonction "réglementation" de la fonction "opération"</p> <p>Encourager la compétition entre de multiples fournisseurs</p> <p>Encourager la participation du secteur privé</p> <p>Décentraliser et associer les utilisateurs à la conception, à la construction, au fonctionnement et à l'entretien de l'infrastructure (routes rurales, eau et électricité)</p>	<p>Coordonner les programmes de restructuration des différents pays membres d'une sous région donnée et au niveau régional</p>	<p>Organiser des tournées d'études en Afrique et à l'étranger à l'intention des responsables africains</p> <p>Diffuser les expériences d'autres pays en développement aux responsables africains</p>



MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
Introduire/accroître le partage des coûts pour ce qui est de l'utilisation des infrastructures	<p>Choisir le type de frais d'utilisation en vue d'augmenter les revenus (taxes sur le combustible, droits de licence, péage, tarifs et taxes pour l'eau, taxes pour installation)</p> <p>Déterminer les taux appropriés, concevoir des mécanismes de collecte et établir des procédures pour l'allocation des revenus supplémentaires</p>	<p>Harmoniser les taxes entre Etats (par exemple taxes de transit)</p> <p>Organiser la CTPD entre divers pays et sous-régions en vue d'un partage des expériences</p>	<p>Réaliser des études pour les pays sur l'établissement de mécanismes de financement</p> <p>Organiser des ateliers pour partager les expériences réussies et aider les pays à établir des mécanismes de financement ayant fait leurs preuves</p>
Plus grande efficacité dans l'utilisation des fonds	<p>Etablir des procédures de planification physique plus rationnelles tenant compte des priorités</p> <p>Etablir des procédures plus efficaces d'allocation des ressources et de contrôle financier</p>	<p>Diffuser les études de base parmi les pays membres</p> <p>Utiliser en commun les installations nationales avec d'autres Etats membres (par exemple centres de formation, installations de fabrication, etc.)</p>	<p>Diffuser dans les pays les études de cas les méthodes ayant donné des résultats</p> <p>Aider les pays à établir des systèmes de gestion financière</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
<b>Affecter des recettes spécialement à des secteurs concernant l'infrastructure</b>	<p>Déterminer le montant du financement à affecter régulièrement à chaque secteur infrastructurel</p> <p>Elaborer des programmes pour des fonds spéciaux (par exemple, Fonds routier, Fonds pour les télécommunications, etc.)</p> <p>Etablir les mécanismes nécessaires pour la gestion de ces fonds (par exemple, Agence de service universel, etc.,</p>	Diffuser les expériences aux pays participants	<p>Elaborer des mécanismes rationnels pour affecter les revenus à la mise en place de l'infrastructure</p> <p>Aider les pays participants à établir des mécanismes appropriés (par exemple, utiliser des fonds d'assistance temporaire provenant d'agences de développement)</p>
<b>-Promotion de la participation du secteur privé à la mise en place d'infrastructures et aux services</b>	<p>Elaborer des incitations claires pour le secteur privé</p> <p>Adopter des réglementations claires pour le programme d'investissement du secteur privé dans l'infrastructure</p> <p>Créer des équipes nationales compétentes pour l'estimation des actifs publics avant leur vente</p> <p>Etablir des mécanismes d'intermédiaires financiers pour l'investissement du secteur privé</p>	<p>Appliquer les accords sur le commerce sous-régional pour créer des marchés viables pour l'IDE (par exemple, SADC, COMESA, etc.).</p> <p>Elaborer des accords pour les investissements et les opérations transfrontières</p>	<p>Etablir des modèles d'analyse pour l'estimation des entreprises publiques à privatiser et procéder à des évaluations du secteur privé dans les pays pilotes</p> <p>Organiser des voyages d'étude à l'intention des responsables africains dans les pays en développement ayant obtenu des résultats remarquables</p>



MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
Mesures de facilitation du trafic inter-Etats	<p>Adopter et appliquer des procédures simplifiées pour le trafic de transit</p> <p>Etablir des comités nationaux de facilitation pour identifier les problèmes, formuler des politiques nationales de facilitation et superviser l'application</p> <p>Adopter, signer, ratifier et appliquer les instruments africains internationaux existants appropriés pour la facilitation du trafic (par exemple protocoles du Traité d'Abuja et accords régionaux)</p>	<p>Suivre les progrès dans l'application des procédures simplifiées pour le trafic de transit dans tous les pays</p> <p>Etablir des comités de facilitation inter pays pour diagnostiquer les problèmes et élaborer des programmes de facilitation sous-régionaux pour résoudre ces problèmes</p> <p>Organiser des ateliers sur l'utilisation des instruments africains/internationaux existants pour la facilitation</p>	<p>Concevoir des procédures simplifiées pour la facilitation et organiser des ateliers pour les pays participants</p> <p>Etablir un forum régional pour l'examen des questions relatives à la facilitation</p> <p>Elaborer des programmes de formation sur l'utilisation des instruments africains/internationaux existants pour la facilitation</p> <p>Elaborer des normes en vue de leur adoption par les pays africains</p>
Coopération technique	<p>Identifier les problèmes et élaborer des politiques en matière de coopération technique</p> <p>Déterminer les domaines essentiels offrant des avantages potentiels au-delà des frontières du pays (production d'électricité, fabrication de matériels et de pièces de rechange)</p> <p>Elaborer des systèmes d'information et des programmes de recherche - développement au niveau national</p> <p>Utilisation de la coopération Sud Sud aux fins du développement</p>	<p>Diagnostiquer les problèmes nationaux et élaborer des politiques sous-régionales sur la coopération technique</p> <p>Mobiliser et coordonner l'utilisation commune des ressources existantes dans la sous-région (par exemple les cours de formation, la capacité de production, la technologie, etc.)</p> <p>Coordonner les systèmes nationaux d'information et les résultats de recherche</p> <p>Promouvoir la coopération Sud Sud</p>	<p>Promouvoir et encourager la coopération technique</p> <p>Entreprendre des études régionales et identifier les besoins essentiels de formation, les industries, les compétences, les possibilités de coentreprises pour la mise en place de l'infrastructure</p> <p>Faciliter l'échange de l'information grâce à des institutions telles que la CEA/PADIS, EDIFACT, etc.</p>
Exécution des projets et programmes nationaux	<p>Exécuter les volets nationaux des projets et protocoles du Traité d'Abuja</p> <p>Maintenir et appliquer des politiques et programmes d'intégration cohérents</p>	<p>Aider les pays membres à exécuter les volets nationaux des projets/protocoles régionaux</p> <p>Coordonner les investissements dans la mise en place d'infrastructures (par exemple RASCOM)</p>	<p>Aider les pays à mettre en oeuvre les volets nationaux des projets/protocoles régionaux grâce à des études pour la coordination, le financement etc (par exemple RASCOM)</p>

**MISE EN PLACE DE CAPACITES POUR UNE PRODUCTION AGRICOLE DURABLE EN AFRIQUE. TABLEAU DES ACTIONS A MENER**

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
1. Renforcer le pouvoir des agriculteurs et de la population rurale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les localités et communautés agricoles</li> <li>Ouvrir les systèmes politiques à une participation populaire effective</li> <li>Encourager la participation rurale au processus politique</li> <li>Encourager l'expression publique de positions sur des questions d'intérêt pour les agriculteurs et la critique des politiques actuelles</li> <li>Inclure des questions d'intérêt pour les agriculteurs dans les débats parlementaires à l'intérieur du parti ou entre les partis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aider à former des groupes d'agriculteurs viables</li> <li>Aider les groupes d'agriculteurs à élaborer des positions bien définies sur des questions d'intérêt vital</li> <li>Soutenir les groupes d'agriculteurs avec des fonds et par une formation</li> <li>Offrir des possibilités pour l'échange d'expériences entre différents pays sur les moyens de faire figurer dans la politique et les débats entre partis, des questions d'intérêt pour les agriculteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir et appuyer le processus démocratisation en Afrique</li> <li>Encourager les gouvernements à ouvrir leurs systèmes politiques à une participation rurale effective</li> <li>Fournir un financement et une formation pour doter les groupes d'agriculteurs de capacités professionnelles</li> </ul>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
2. Créer des capacités locales d'analyse des politiques et de gestion pour atteindre les objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire	<p>Fournir un financement pour l'organisation de programmes de formation pour des analystes des politiques et les gestionnaires et d'autres activités de renforcement des capacités</p> <p>Encourager la communication et l'interaction entre les différents ministères et entre tous les échelons de commandement</p> <p>Renforcer les programmes de formation des analystes de politiques et de gestionnaires</p> <p>Créer et/ou renforcer la capacité nationale de mettre au point, de tester et d'appliquer des modèles et d'autres outils d'analyse pour une analyse des politiques et une planification efficaces</p> <p>Rationaliser les transactions entre les ministères de l'agriculture, des finances et de la planification centrale</p> <p>Mettre en place des politiques de personnel pour attirer et retenir le personnel qualifié et faire en sorte que des jeunes compétents puissent accéder à des postes de responsabilité</p> <p>Assurer une très grande transparence et le comportement responsables à tous les niveaux</p>	<p>Fournir une formation pour l'analyse des politiques et la gestion</p> <p>Aider les gouvernements à concilier les incohérences entre les objectifs de croissance sectoriels et les effets dissuasifs des politiques macro-économiques, fiscales et commerciales</p> <p>Aider les gouvernements à mettre au point, tester et appliquer des modèles appropriés et d'autres outils analytiques conçus spécialement pour les situations et réalités africaines</p>	<p>Fournir une assistance technique pour inculquer des compétences analytiques faisant appel à des outils d'analyse technique PAM, le modèle de simulation CAPPa élaboré par la FAO, le Modèle Standard Minimum Révisé de la Banque mondiale (RMSMX), les modèles multisectoriels pour la planification et l'analyse sectorielle, etc.</p> <p>Fournir un appui technique et financier aux organisations régionales et aux gouvernements pour la mise au point, l'essai et l'application de nouveaux modèles et outils d'analyse conçus spécialement pour les situations et réalités africaines</p> <p>Fournir une assistance technique et un appui aux gouvernements et aux organisations régionales en Afrique pour la conception et la gestion de politiques socio-économiques cohérentes</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
3. Elaborer des techniques culturales améliorées adaptées et appropriées pour les différentes zones agro-écologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place des plans directeurs pour la mise au point de nouvelles technologies agricoles pour les cultures pour l'élevage, les pêches, les forêts, etc.</li> <li>Augmenter le financement de la recherche adaptative, y compris la recherche sur des systèmes agricoles différents</li> <li>Promouvoir la bonne utilisation des engrais</li> <li>Assurer un financement adéquat et soutenu des activités opérationnelles dans les centres de recherche nationaux</li> <li>Encourager le travail en réseau entre toutes les institutions nationales effectuant une recherche agronomique (instituts de recherche, facultés d'agronomie des universités, collèges d'agriculture)</li> <li>Renforcer l'interaction entre la recherche et l'élaboration des politiques</li> <li>Encourager le secteur privé à participer à la recherche agronomique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager le transfert de nouvelles technologies de production et de traitement</li> <li>Promouvoir la collaboration régionale en matière de recherche agronomique</li> <li>Promouvoir et appuyer les réseaux régionaux et sous-régionaux de recherche agronomique</li> <li>Fournir une formation au personnel de recherche agronomique</li> <li>Encourager l'établissement de priorités régionales et la programmation de la recherche</li> <li>Promouvoir la coopération entre les centres de recherche régionaux et nationaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager le transfert international de technologies de production et de traitement</li> <li>Appuyer la création de réseaux internationaux</li> <li>Appuyer la formation de longue durée et de haut niveau du personnel de recherche</li> <li>Fournir un financement pour la recherche internationale, régionale et nationale</li> <li>Promouvoir la coopération entre centres de recherche internationaux régionaux et nationaux</li> </ul>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
<p>4. Améliorer le fonctionnement des institutions essentielles</p>	<p>Assurer des investissements adéquats dans les instituts agronomiques</p> <p>Améliorer l'efficacité des systèmes de vulgarisation</p> <p>Promouvoir des systèmes compétitifs de mise en place des apports et encourager un accès facile aux semences et à d'autres facteurs de production agricoles</p> <p>Encourager la compétition et la participation générale à la commercialisation des intrants et produits agricoles</p> <p>Créer des systèmes d'information sur le marché et d'évaluation de la qualité</p> <p>Supprimer les obstacles au mouvement des produits</p> <p>Éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires</p> <p>Encourager la création de banques commerciales privées dans les régions rurales</p> <p>Fournir des lignes de crédit au secteur rural et appuyer des programmes pour réduire les risques de défaillance</p> <p>Encourager la création d'installations de stockage en des lieux stratégiques</p> <p>Appuyer les entreprises de traitement des produits agricoles</p> <p>Améliorer l'efficacité des institutions sur l'occupation des sols</p>	<p>Appliquer sérieusement les accords d'intégration régionaux existants</p> <p>Promouvoir une meilleure information sur le marché</p> <p>Encourager le développement du commerce à l'intérieur de la région et entre les régions</p> <p>Promouvoir la compétition intra régionale</p> <p>Concevoir des stratégies régionales pour les négociations commerciales mondiales futures</p>	<p>Promouvoir une meilleure compréhension du fonctionnement des marchés mondiaux</p> <p>Encourager l'ouverture des marchés mondiaux aux produits africains</p> <p>Fournir une assistance technique dans les efforts nationaux et régionaux visant à améliorer les capacités de négociation de l'Afrique dans le commerce des produits agricoles</p> <p>Fournir une assistance technique aux organisations régionales pour la conception de stratégies pour la prochaine négociation commerciale mondiale</p>



MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
<p>5. Améliorer les infrastructures et les services sociaux en milieu rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Assurer un investissement adéquat et soutenir les infrastructures et services ruraux qui utilisent moins de main-d'oeuvre</li> <li>. Etablir des réseaux de marchés ruraux</li> <li>. Construire des routes rurales et les entretenir</li> <li>. Encourager des systèmes de transport rural plus efficaces</li> <li>. Encourager la participation du secteur privé et l'entretien des infrastructures rurales à la fourniture des services ruraux</li> <li>. Promouvoir une part juste et équitable des charges dans la fourniture de services sociaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. Promouvoir la coopération régionale dans la planification et les investissements dans les infrastructures rurales</li> <li>. Promouvoir l'harmonisation des stratégies et politiques régionales en matière d'infrastructure</li> </ul>	<p>Fournir une assistance technique sur des moyens efficaces de financer l'infrastructure et appuyer l'échange de l'information et des données d'expérience sur les moyens d'assurer le fonctionnement ininterrompu des services</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
6. Investir dans les agriculteurs et dans la population rurale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer un investissement adéquat et soutenu dans l'éducation rurale, la santé et l'approvisionnement en eau</li> <li>Promouvoir une inscription dans les écoles primaire et secondaire rurales tenant compte des disparités entre les sexes</li> <li>Améliorer les compétences et perspectives de carrières des enseignants dans les écoles primaire et secondaire rurales</li> <li>Elaborer des matériels d'enseignement de faible coût</li> <li>Promouvoir la formation professionnelle ayant un rapport avec l'agriculture et déterminée par la demande</li> <li>Accroître, dans les services de soins de santé primaires, sur l'éducation sanitaire et les soins préventifs</li> <li>Fournir des services de planification familiale</li> <li>Mettre en oeuvre des mesures pour lutter contre la propagation du SIDA</li> </ul>	<p>Fournir un forum pour l'échange d'expériences et de l'information sur des moyens efficaces d'investir dans l'éducation rurale, la santé, la nutrition et la planification de la population</p> <p>Fournir des possibilités de formation aux enseignants et aux agents sanitaires</p>	<p>Fournir un financement pour aider à établir des services de soins de santé primaires</p> <p>Fournir une assistance technique pour la production locale de matériels d'enseignement.</p>

MESURES	ACTION NATIONALE	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
<p>7. Renforcer les liens entre les secteurs agricole et non agricole</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Eliminer les pratiques réglementaires et les distorsions dans le commerce agricole</li> <li>· Supprimer les restrictions au mouvement des produits sur les marchés locaux</li> <li>· Créer un cadre juridique pour le commerce agricole local</li> <li>· Améliorer les termes d'échange de l'agriculture</li> <li>· Appliquer une stratégie de planification industrielle régionale qui place les agro-industries sur les lieux mêmes de production des cultures et d'élevage</li> <li>· Appliquer des subventions bien ciblées pour faire baisser les cours des matières premières, du combustible et d'autres facteurs de production utilisés par les petites et moyennes entreprises situées dans les régions rurales</li> <li>· Appuyer la création d'industries rurales faisant appel à la participation véritable des populations à la base</li> </ul>	<p>Accroître l'efficacité des blocs commerciaux régionaux et sous-régionaux</p> <p>Prendre des mesures pour appliquer les accords régionaux et sous-régionaux existants</p> <p>Eliminer les restrictions au mouvement des produits vers les marchés transfrontaliers</p>	<p>Promouvoir l'accès aux marchés d'exportation</p> <p>Promouvoir des échanges commerciaux avec les anciens pays du bloc de l'Est</p> <p>Encourager l'accès de l'Afrique au capital international</p> <p>Améliorer les compétences africaines en matière de négociation commerciale</p>

### MISE EN PLACE DE CAPACITES ESSENTIELLES POUR L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
1. Remise en état selective des industries et identification des ressources pour améliorer l'exploitation et la gestion des ressources naturelles	<p>1. Identifier et mettre en place des capacités qui fixent les priorités pour la réhabilitation/régénération des industries, des forêts et des bandes côtières</p> <p>2. Identifier et mettre en place des capacités qui assurent des sources et quantités adéquates et permettent de certifier la qualité des matières premières</p> <p>3. Faire en sorte que la main-d'oeuvre qualifiée appropriée est identifiée, gardée en place et rémunérée adéquatement</p> <p>4. Appuyer des programmes qui permettent de former des compétences pour encourager l'utilisation des matières premières locales</p> <p>5. Assurer la mise en place des capacités pour une surveillance et une comptabilité adéquates</p> <p>6. Appuyer des programmes visant à mettre en place des capacités pour la maintenance des machines industrielles</p>	<p>1. Fournir une assistance technique pour le soutien des actions nationales de mise en place de capacités.</p> <p>2. Fournir une assistance financière pour le parrainage de projets favorisant la mise en place de capacités.</p> <p>3. Fournir des ressources matérielles pour intensifier la mise en place de capacités.</p> <p>4. Appuyer la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en place de capacités.</p> <p>5. Identifier et mettre en place des capacités régionales qui répertorient les sources de matières premières de substitution en vue de leur utilisation comme intrants au niveau national, et rendre l'information disponible à tous les niveaux.</p>	<p>1. La CEA, le PNUD, l'ONUDI, la BAD et les autres organismes concernés des Nations Unies devraient fournir une assistance technique aux initiatives de mise en place de capacités.</p> <p>2. Jouer un rôle catalyseur en appuyant les Etats à appliquer des politiques, des décisions et des actions de suivi en faveur de la mise en place de capacités.</p> <p>3. Appuyer la mise en place de capacités pour le contrôle et l'évaluation de l'application des politiques au niveau national.</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
2. Promotion des entreprises du secteur privé local afin qu'elles s'impliquent dans des industries et activités de gestion et de transformation des ressources naturelles	<p>1. Fournir un cadre propice (bonne administration, infrastructure physique et institutionnelle, etc.).</p> <p>2. Améliorer les politiques fiscale/monétaire</p> <p>3. Appuyer les programmes qui visent à accroître l'utilisation des capacités</p> <p>4. Encourager les activités mécaniques pour la fabrication de pièces de rechange à partir de matériaux locaux grâce à une formation appropriée</p> <p>5. Mettre en place des capacités pour élaborer des politiques de S et T rationnelles qui favorisent la coopération entre les universités, les instituts de R-D et les entreprises nationales.</p>	<p>1. Aider le secteur privé financièrement et en nature en mettant en place les capacités essentielles</p> <p>2. Organiser des séminaires et une formation pour promouvoir la mise en place de capacités</p> <p>3. Fournir des moyens et possibilités d'échange de l'informtion technique entre les pays</p>	<p>1. Fournir une assistance technique</p> <p>2. Fournir une formation</p> <p>3. Procéder au suivi et à l'évaluation des actions à entreprendre et mettre en place des capacités pour l'auto-suivi</p> <p>4. Jouer un rôle de catalyseur</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
3. Implantation rationnelle des industries dans les pays	<p>1. Mettre en place des capacités pour identifier la base de ressources naturelles du pays grâce à une cartographie minutieuse des ressources</p> <p>2. Implanter les industries aussi près que possible des sources des matières premières pour promouvoir la décentralisation des industries des capitales vers les villes</p> <p>3. Mettre en place des capacités pour s'assurer qu'un système de transport efficace existe qui facilite la distribution des biens manufacturés</p>	<p>1. Fournir un appui aux industries conformes à celles identifiées par le programme de la deuxième IDDA et qui entraîneraient un taux élevé d'auto-suffisance pour le pays et la sous-région et contribueraient aussi à une croissance auto-entretenu grâce à la mise en place des capacités appropriées</p> <p>2. Mettre en place des capacités pour appuyer les projets qui fournissent un(des) marché(s) au-delà de la portée des pays de la sous-région</p> <p>3. Aider les pays à mettre en place des capacités favorisant les projets qui ont un potentiel d'exportation ou accroissent le potentiel d'exportation d'autres pays dans la sous-région</p>	<p>1. Fournir une assistance technique aux pays grâce à un appui aux programmes de mise en place de capacités</p> <p>2. Fournir une formation qui vise à améliorer les compétences techniques</p> <p>3. Aider à mettre en place des capacités qui permettent le suivi et l'évaluation des actions</p> <p>4. Jouer un rôle de catalyseur pour le développement industriel et aider les Etats membres à mettre en place les capacités essentielles</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
4. Développement des compétences techniques et instauration d'une culture industrielle	<p>1. Construire des écoles aux niveaux primaire, secondaire et supérieur et les doter adéquatement de l'équipement scientifique de base</p> <p>2. Introduire des cours pratiques à la science et à l'entreprise à tous les niveaux de l'éducation, en mentionnant dès le début du cycle d'enseignement les relations entre la science, la technologie et la société</p> <p>3. Assigner des enseignants compétents techniquement dans les écoles et les rémunérer convenablement</p> <p>4. Encourager un programme de formation aux compétences d'entreprise dès le début du cycle d'enseignement, qui tienne compte des besoins de femmes</p> <p>5. Promouvoir des programmes qui dotent de compétences qui favorisent une culture industrielle à tous les niveaux de la formation scolaire et sur le lieu de travail. Introduire les notions de développement écologiquement durable</p>	<p>1. Appuyer activement des institutions régionales telles que ARCEDEM, CRAT, ORAN, IDEP et d'autres institutions parrainées par la CEA qui fournissent une formation technique</p> <p>2. Appuyer les programmes nationaux de formation de la main-d'oeuvre</p>	<p>1. Promouvoir et appuyer des organisations régionales telles que ARCEDEM, CRAT, ORAN, IDEP qui dispensent une formation technique</p> <p>2. Organiser des séminaires sur le perfectionnement des compétences</p>

MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
5. Politiques rationnelles qui attirent l'investissement local et l'IDE	<p>1. Etablir des institutions financières qui appuient les secteurs privé et public et former les compétences essentielles pour faire marcher ces institutions</p> <p>2. Création de sociétés pour le développement de la petite entreprise et former les capacités pour les faire fonctionner</p> <p>3. Création de sociétés de garantie du crédit, de banques d'affaires et de services dans les banques commerciales qui appuient le financement des PME/PMI</p> <p>4. Fournir l'environnement propice pour encourager l'investissement étranger dans le secteur manufacturier; mettre en place des capacités pour attirer l'IDE</p>	<p>1. Appuyer les activités de mobilisation financière aux niveaux national et régional en créant des capacités dans ce domaine</p>	<p>1. Aider les Etats membres à mettre en place les capacités essentielles pour attirer un appui financier à des projets bien conçus</p> <p>2. Fournir une assistance technique pour la mise en place des capacités essentielles pour l'élaboration de stratégies de mobilisation de ressources financières</p>



MESURES	ACTIONS NATIONALES	ACTION REGIONALE	ACTION INTERNATIONALE
6. Promotion d'un développement industriel propre	<p>1. Mettre en place des capacités pour instituer de nouvelles mesures réglementaires et des incitations économiques qui appuient le développement industriel durable. Prévenir la dégradation de l'environnement du fait de l'utilisation risquée des ressources naturelles</p> <p>2. Etablir des capacités pour surveiller les politiques de tarification de l'énergie et de l'eau, par exemple en encourageant l'industrie à utiliser les ressources de façon plus rationnelle</p> <p>3. Fournir les capacités pour appliquer des trêves fiscales pour investissements spéciaux, des prêts à faible taux d'intérêt, des provisions pour amortissement, des pénalités pour pollution ou déchets afin d'amener à reconcevoir le produit et à introduire des innovations technologiques qui déboucheront sur des produits plus sûrs, des méthodes industriels plus efficaces et plus sûres et au recyclage des matières premières</p> <p>4. Mettre en place des capacités pour entreprendre des activités de R-D qui visent à diversifier la base des matières premières</p>	<p>1. Mettre en place des capacités pour appuyer activement les activités nationales portant sur des méthodes de production propres</p> <p>2. Aider les pays à surveiller techniquement les méthodes de production propres, grâce à la formation de gens qualifiés</p>	<p>1. Fournir une assistance technique pour des activités de production propres en mettant en place les capacités essentielles dans ce domaine</p>

### TABLEAU DES OPTIONS ET DES ACTIVITES POUR LEUR REALISATION

## 1. Mise en valeur des ressources humaines

[illegible]

### 1. Mise en valeur des ressources humaines (suite)

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
d) Formation des formateurs  e) Sensibilisation du public  f) Formation du personnel de promotion multidisciplinaire pour la gestion durable de l'environnement  g) Personnel essentiel dans les divers domaines de l'environnement liés à la mobilisation de crédits	c) <u>Education et formation à l'environnement</u> ● Elaboration des programmes; ● Formation des formateurs.  d) <u>Sensibilisation du public</u> ● Atelier et séminaire sur la participation populaire; ● Formation du personnel de promotion multidisciplinaire à la gestion durable de l'environnement; ● Diffusion de l'information et des résultats de projets et d'expériences réelles; ● Sensibilisation des communautés de base aux priorités en matière d'environnement.  e) <u>Mobilisation de crédits liés à l'environnement</u> ● Promotion du personnel de promotion du crédit (ONG et OBC); ● Promotion du personnel pour la mobilisation de ressources contre des mesures pour l'environnement.	● Elaboration de programmes d'harmonisation du programme scolaire commun; ● Fourniture de conseils sur les principales questions écologiques intéressant la sous-région; ● Création d'un forum de discussion sur les actions coordonnées et concertées nécessaires sur l'environnement africain; ● Faciliter l'harmonisation des positions et perspectives de l'Afrique sur les questions mondiales; ● Encourager la participation active de l'Afrique aux négociations majeures et à la mise en oeuvre des accords sous-régionaux, régionaux, internationaux et mondiaux;   Promotion de programmes de crédit sous-régionaux.	Appui à l'élaboration de programmes scolaires aux niveaux national et régional                    Assistance pour la formation d'agents de promotion du crédit au niveau de la communauté

## 2. Développement institutionnel

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
<p>a) Examen régulier des mécanismes nationaux sur l'environnement en vue d'améliorer leur efficacité</p> <p>b) Etablissement d'institutions pour la législation sur l'environnement</p> <p>c) Promotion de la science et de la technologie sur l'environnement et procédures industrielles propres</p> <p>d) Institutions d'enseignement et de formation sur l'environnement</p>	<p>Etablissement d'un mécanisme national sur l'environnement indépendant pour faciliter l'application des règles, réglementations et de la loi sur l'environnement</p> <p>Renforcement de la recherche-développement pertinente par des cours sur la législation de l'environnement</p> <p>Renforcement de la recherche-développement pertinente avec du matériel et d'autres services pour le contrôle de la qualité de l'environnement, y compris les matériaux toxiques et dangereux</p> <p>a) Renforcer les institutions existantes avec l'infrastructure appropriée pour l'éducation et la formation à l'environnement</p> <p>b) Promotion d'établissements techniques dans le domaine des pratiques liées à l'environnement</p> <p>c) Mise en place d'institutions donnant des cours d'économie de l'environnement, y compris la comptabilité.</p>	<p>Appui aux institutions nationales et promotion de cadres régionaux pour la coordination et la coopération entre institutions</p> <p>Renforcement des institutions pour promouvoir la science et la technologie de l'environnement ainsi que la surveillance et l'évaluation des effets sur l'environnement</p> <p>Facilitation de la coopération en réseau</p>	<p>Assistance aux institutions régionales et nationales</p>

### 3. Mobilisation de ressources

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
a) Promouvoir une méthode novatrice de mobilisation de ressources pour des activités sur l'environnement	<p>Introduction ou révision des divers droits et taxes sur l'utilisation des ressources de l'environnement et allocation d'une partie à la mise en place de capacités.</p> <p>Introduction ou renforcement d'un fonds national sur l'environnement</p> <p>Faciliter les activités des ONG et OBC</p> <p>Introduction par les ONG, les OBC l'industrie et les syndicats</p>	<p>Etablissement de mécanismes appropriés de mobilisation des ressources pour financer des activités transfrontières au sein du gouvernement, des OIG, des ONG (forums) internationales et mondiales</p>	<p>Appui grâce aux divers mécanismes financiers (avantages des conventions, GEF accords bilatéraux et multilatéraux)</p>

## MISE EN PLACE DE CAPACITES ESSENTIELLES POUR LE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
<p>1. Définition et sélection minutieuses des technologies à acquérir, adapter et appliquer pour le développement national la suite de débats économiques judicieux entre gouvernements, consommateurs, créateurs économiques, secteur privé, universités et laboratoires de recherche.</p>	<p>1. Définir et fixer les priorités pour les technologies à acquérir.</p> <p>2. Identifier les diverses sources (intérieures et extérieures) d'où les technologies seront acquises.</p> <p>3. Veiller à ce que le personnel qualifiés soit identifié, maintenu en place et convenablement rémunéré.</p> <p>4. Appuyer des programmes qui encouragent l'utilisation des instituts de développement technologique.</p> <p>5. Assurer un suivi et une tenue adéquats des fichiers.</p> <p>6. Confier un rôle accru au secteur privé pour qu'il assure ces fonctions.</p>	<p>1. Aider les pays à choisir les technologies appropriées à acquérir.</p> <p>2. Mener des actions en vue de véritables réformes économiques</p>	<p>1. Fournir des services consultatifs en assistance.</p> <p>2. Dispenser une formation à l'évaluation, à la négociation, à l'acquisition et au transfert de technologies.</p>

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
2. Encouragement des entrepreneurs du secteur privé local à s'engager dans l'acquisition de la technologie	<p>1. Fournir un environnement propice (une administration transparente, infrastructure physique et institutionnelle, etc).</p> <p>2. Améliorer les politiques, fiscales/monétaires.</p> <p>3. Appuyer les programmes visant à rendre les institutions plus indépendantes</p> <p>4. Encourager des activités pour la fabrication de prototypes à partir des matériaux locaux.</p> <p>5. Etablir des politiques de S.T. rationnelles qui assurent la coopération entre les universités, les instituts de R.D. et les entreprises nationales</p>	<p>1. Fournir au secteur privé une assistance financière et en nature.</p> <p>2. Organiser des séminaires et des cours de formation.</p> <p>3. Fournir aux pays des instances et possibilités d'échanger l'information technique.</p>	<p>1. Fournir une assistance technique.</p> <p>2. Fournir une formation.</p> <p>3. Procéder au suivi et à l'évaluation des politiques gouvernementales.</p> <p>4. Jouer un rôle de catalyse</p>

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
<p>3. Implantation rationnelle des centres de technologie dans le pays, sur la base des avantages comparatifs.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Déterminer la base de ressources naturelles du pays grâce à une cartographie minutieuse des ressources.</li> <li>2. Implanter les centres de technologie et les industries connexes aussi près que possible des sources de matières premières pour promouvoir la décentralisation des industries des capitales et des villes.</li> <li>3. Veiller à ce qu'il y ait un système de transport efficace qui facilite la distribution des biens manufacturés.</li> <li>4. Implanter les programmes de mise au point et d'acquisition de la technologie dans les écoles techniques et dans les laboratoires de recherche.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fournir un appui aux centres de technologie et aux industries connexes qui correspondent à ceux identifiés par le programme de la deuxième IDDA et qui permettraient au pays et à la sous-région d'être autosuffisants et aussi de contribuer à la croissance auto-soutenue.</li> <li>2. Appuyer des projets qui fournissent un (des) marché(s) pour les technologies et produits connexes aux divers pays de la sous-région.</li> <li>3. Encourager les projets qui ont un potentiel d'exportation ou qui renforcent le potentiel d'exportation d'autres pays dans la sous-région.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fournir une assistance technique aux pays.</li> <li>2. Fournir une formation visant à améliorer les compétences techniques.</li> <li>3. Procéder au suivi et à l'évaluation des actions gouvernementales.</li> <li>4. Jouer un rôle de catalyseur du développement technologique industriel.</li> </ol>



Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
4. Formation des compétences techniques et promotion d'une culture technologique et industrielle.	<p>1. Construire des écoles aux niveaux primaire, secondaire et supérieur et les doter de l'équipement scientifique de base.</p> <p>2. Introduire des cours pratiques sur la science et la capacité d'entreprise à tous les niveaux de l'enseignement, en mentionnant les relations réciproques entre la science, la technologie et la société dès le début du cycle éducatif.</p> <p>3. Affecter et rémunérer adéquatement les enseignants professionnels dans les écoles.</p> <p>4. Encourager des programmes de formation à l'entreprise tenant compte des spécificités féminines dès le début de l'enseignement de type classique.</p> <p>5. Promouvoir des programmes axés sur des qualifications qui permettent d'inculquer une culture industrielle à tous les niveaux de l'enseignement et sur le lieu de travail. Introduire les notions de développement écologiquement durable.</p>	<p>1. Soutenir activement des institutions telles que ARCEDEM, CRAT, ORAN, IDEP, ARIPO, OAPI qui dispensent une formation technique.</p> <p>2. Appuyer les programmes nationaux de formation de la main-d'oeuvre.</p>	<p>1. Promouvoir et appuyer des organisations régionales telles qu'ARCEDEM, CRAT, ORAN, IDEP, ARIPO, OAPI etc qui fournissent une formation technique.</p> <p>2. Organiser des séminaires sur l perfectionnement des compétence</p>

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
<p>5. Politiques rationnelles qui attirent le financement local et l'IDE.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etablir des institutions financières qui appuient les centres de développement technologique des secteurs public et privé.</li> <li>2. Création de sociétés de développement de la petite entreprise pour appuyer les activités des sociétés.</li> <li>3. Création de sociétés de garantie du crédit, de banques d'affaires et de services dans les banques commerciales qui financent essentiellement les PME/PMI qui fabriquent les produits de la technologie locale.</li> <li>4. Fournir un environnement propice pour encourager l'investissement par des sociétés transnationales qui apportent de nouvelles technologies dans le pays.</li> <li>5. Viser à opérer des réformes radicales à presque tous les niveaux: <ul style="list-style-type: none"> <li>- codes d'investissement</li> <li>- politiques commerciales</li> <li>- politiques d'importation</li> <li>- politiques fiscales</li> <li>- politiques de privatisation</li> </ul> </li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Soutien aux activités de mobilisation financière aux niveaux national et régional, notamment aux fonds et fondations régionaux pour la science et la technologie.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fournir des avis pour appuyer les réformes.</li> <li>2. Fournir une assistance technique pour élaborer des stratégies de mobilisation de ressources financières.</li> </ol>

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
<p>6. Promotion d'un développement technologique industriel propre et efficient.</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Introduire de nouvelles mesures réglementaires et des incitations économiques qui appuient la mise au point de technologies propres pour un développement industriel durable.</li> <li>2. Examiner les politiques de tarification de l'énergie et de l'eau susceptibles d'encourager l'industrie à utiliser les ressources de façon plus rationnelle.</li> <li>3. Introduire des trêves fiscales spéciales sur l'investissement, des prêts à faible intérêt, des provisions pour amortissement, des frais pour pollution ou déchets et des pénalités qui puissent encourager à reconcevoir le produit et des innovations débouchant sur des produits plus sûrs, à des procédés industriels plus efficaces et plus sûrs et au recyclage des matières premières.</li> <li>4. Entreprendre des activités de R-D qui visent à diversifier la base de matières premières.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Soutenir activement des activités nationales sur des méthodes de production propres.</li> <li>2. Aider les pays à surveiller techniquement des méthodes de production propres.</li> <li>3. Introduire des technologies écologiques au niveau du village et des écoles primaires.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fournir une assistance tech pour des activités de producti propres.</li> </ol>

Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
7. Fourniture d'incitations pour le développement et l'application de la science et de la technologie.	<p>1. Etablir une économie de marché qui soit concurrentielle et ouverte à l'économie mondiale grâce à une bonne administration des affaires publiques et à un cadre juridique approprié.</p> <p>2. Encourager l'innovation technologique; la R-D appropriée, les parcs scientifiques et technologiques; les zones franches industrielles.</p> <p>3. Assurer une surveillance et une tenue des fichiers adéquates.</p> <p>4. Le secteur privé devrait jouer un plus grand rôle dans l'accomplissement de ces fonctions.</p>	<p>1. Aider les pays à mettre en place des programmes d'incitations pour encourager la mise au point de la technologie appropriée.</p> <p>2. Susciter de véritables réformes économiques.</p>	<p>1. Fournir des services consultatifs et une assistance technique.</p> <p>2. Dispenser une formation pour l'élaboration de la politique, la législation pour la S. &amp; T. et la fourniture d'incitations.</p>

# Annexe I

Tableau 1.1: 37 pays africains à faible revenu: Investissement intérieur brut (IIB) Besoins financiers

Secteur	Valeur ajoutée milliards \$	Part du PIB %	Taux de croissance réel % p.a.	CMC (ICOR)	Dépenses d'équipement brutes milliards \$	Part sectorielle du PIB milliards \$	Investissement sectoriel part du PIB %
• Agriculture	44,0	22,0	4,5	4	7,92	15,67	3,96
• Ressources Naturelles	20,0	10,0	4,5	4	3,60	7,12	1,80
• Manufacture	25,0	12,5	8,0	4	8,00	15,83	4,00
• Construction	6,0	3,0	7,5	3	1,35	2,67	0,68
• Services d'infrastructure	20,0	10,0	7,5	8	12,00	23,74	6,00
• Services financiers	15,0	7,5	7,5	3	3,38	6,69	1,69
• Commerce et autres services	30,0	15,0	7,0	3	6,30	12,45	3,15
• Services publics et Administration	40,0	20,0	5,0	4	8,00	15,83	4,00
Total économie	200,00	100,0	6,0	4,21	50,55	100,00	25,28

Note: Production économique annuelle moyenne en dollars constants de 1995.

Tableau 1.2: 37 pays à faible revenu: Besoins financiers pour la mise en place de capacités

Capacité	Gouvernement			Secteur privé			Combinés		
	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total
• Développement humain	2,75	7,25	10,00	-	2,5	2,5	2,75	9,75	12,50
• Création d'institutions	0,75	3,25	4,00	-	1,00	1,0	0,75	4,25	5,00
• Infrastructures	5,00	1,00	6,00	1,00	0,25	1,25	6,00	1,25	7,25
• Mobilisation financière	0,25	-	0,25	1,44	-	1,44	1,69	-	1,69
• Services économiques	0,25	1,75	2,00	-	-	-	0,25	1,75	2,00
• R&D science et technologie	0,25	1,75	2,00	-	-	-	0,25	1,75	2,00
• Capitaux productifs	-	-	-	13,59	-	13,59	13,59	-	13,59
Total des besoins financiers	9,25	15,00	24,25	16,03	3,75	19,78	25,28	18,75	44,03

Note: Tous les chiffres (sont exprimés en pourcentage du PIB)

Tableau 1.3: 37 pays africains à faible revenu: Comptes publics

		Part du PIB %
•	Recettes publiques ordinaires	28,00
moins	Dépenses ordinaires	15,00
moins	Autres dépenses publiques dont:	12,50
	Service de la dette publique	7,50
	Autres dépenses	5,00
•	Epargne publique	0,50
moins	Dépenses d'équipement	0,25
•	Déficit budgétaire	8,75
moins	Aide publique au développement	5,00
•	Emprunt public intérieur nécessaire	3,75

Tableau 1.4: 37 pays africains à faible revenu: Comptes du secteur privé

	Part du PIB %	Part du revenu Disponible %
•	Dépenses d'équipement	16,03
plus	Prêts au gouvernement	3,75
•	Investissement privé total	19,78
plus	Dépenses ordinaires pour la création de capacités	3,75
moins	Entrées de capitaux extérieurs privés	3,00
•	Epargne privée intérieure	20,53
		28,50

**Tableau 2.1: 15 pays africains à revenu élevé: Investissement intérieur brut (IIB) Besoins financiers**

Secteur	Valeur ajoutée milliards \$	Part du PIB %	Taux de croissance réel % p.a.	CMC (ICOR)	Dépenses d'équipement brutes milliards \$	Part sectorielle du PIB milliards \$	Investissement sectoriel part du PIB %
• Agriculture	42,0	15,0	4,0	4	6,72	9,60	2,40
• Ressources Naturelles	28,0	10,0	4,0	4	4,48	6,40	1,60
• Manufacture	49,0	17,5	8,0	4	15,68	22,40	5,60
• Construction	11,2	4,0	6,0	3	2,02	2,90	0,75
• Services d'infrastructure	28,0	10,0	7,5	8	16,80	24,00	6,00
• Services financiers	28,0	10,0	6,0	3	5,04	7,20	1,80
• Commerce et autres services	42,0	15,0	7,5	3	9,45	13,50	3,40
• Services publics et Administration	51,8	18,5	4,75	4	9,84	14,00	3,50
Total économie	280,0	100,0	6,0	4,17	70,03	100,00	25,05

Note: Production économique annuelle moyenne en dollars constants de 1995.

**Tableau 2.2: 15 pays africains à revenu élevé: Besoins financiers pour la mise en place de capacités**

Capacité	Gouvernement			Secteur privé			Combinés		
	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total
• Développement humain	2,25	9,75	12,00	-	3,00	3,00	2,25	12,75	15,00
• Création d'institutions	0,75	3,50	4,25	-	1,00	1,00	0,75	4,50	5,25
• Infrastructures	4,00	1,00	5,00	2,00	0,50	2,50	6,00	1,50	7,50
• Mobilisation financière	0,50	-	0,50	1,30	-	1,30	1,80	-	1,80
• Services économiques	0,25	1,75	2,00	-	-	-	0,25	1,75	2,00
• R&D science et technologie	0,25	1,50	1,75	0,25	1,50	1,75	0,50	3,00	3,50
• Capitaux productifs	-	-	-	13,50	-	13,50	13,50	-	13,50
Total des besoins financiers	8,00	17,50	25,50	17,05	6,00	23,05	25,05	23,50	48,55

Note: Tous les chiffres (sont exprimés en pourcentage du PIB)

Tableau 2.3: 15 pays africains à revenu élevé: Comptes publics

		Part du PIB %
•	Recettes publiques ordinaires	30,00
moins	Dépenses ordinaires	17,50
moins	Autres dépenses publiques dont:	12,50
	Service de la dette publique	7,50
	Autres dépenses	5,00
•	Epargne publique	0,00
moins	Dépenses d'équipement	8,00
•	Déficit budgétaire	8,00
moins	Aide publique au développement	3,00
•	Emprunt public intérieur nécessaire	5,00

Tableau 2.4: 15 pays africains à revenu élevé: Comptes du secteur privé

	Part du PIB %	Part du revenu Disponible %
•	Dépenses d'équipement	17,05
plus	Prêts au gouvernement	5,00
•	Investissement privé total	22,05
plus	Dépenses ordinaires pour la création de capacités	6,00
moins	Entrees de capitaux extérieurs privés	5,00,00
•	Epargne privée intérieure	23,05 32,93



Tableau 3.1: Afrique du Sud: Investissement intérieur brut (IIB) Besoins financiers

Secteur	Valeur ajoutée milliards \$	Part du PIB %	Taux de croissance réel % p.a.	CMC (ICOR)	Dépenses d'équipement brutes milliards \$	Part sectorielle du PIB milliards \$	Investissement sectoriel part du PIB %
• Agriculture	8,00	5,0	3,00	4,00	1,00	2,48	0,62
• Ressources Naturelles	12,00	7,5	3,00	4,00	1,50	3,72	0,94
• Manufacture	40,00	25,0	6,00	4,00	9,50	23,54	5,94
• Construction	4,80	3,0	6,00	3,00	1,00	2,48	0,62
• Services d'infrastructure	20,00	12,5	7,5	8,00	12,00	29,74	7,50
• Services financiers	20,00	12,5	7,5	3,00	4,50	11,15	2,82
• Commerce et autres services	28,00	17,5	8,00	3,00	6,50	16,11	4,06
• Services publics et Administration	27,20	17,0	4,00	4,00	4,35	10,78	2,72
<b>Total économique</b>	<b>160,00</b>	<b>100,00</b>	<b>6,00</b>	<b>4,20</b>	<b>40,35</b>	<b>100,00</b>	<b>25,22</b>

Note: Production économique annuelle moyenne en dollars constants de 1995.

Tableau 3.2: Afrique du Sud: Besoins financiers pour la mise en place de capacités

Capacité	Gouvernement			Secteur privé			Combinés		
	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total
• Développement humain			1,50	11,00	12,50	-	1,50	13,50	15,00
• Création d'institutions			0,75	3,00	3,75	-	0,75	4,00	4,75
• Infrastructures			3,00	1,00	4,00	4,50	7,50	2,00	9,50
• Mobilisation financière			0,50	-	0,50	2,32	2,82	-	2,82
• Services économiques			0,25	1,50	1,75	-	0,25	1,50	1,75
• R&D science et technologie			0,25	1,00	1,25	1,00	1,25	2,00	3,25
• Capitaux productifs			-	-	-	11,18	11,18	-	11,18
<b>Total des besoins financiers</b>			<b>6,25</b>	<b>17,50</b>	<b>23,75</b>	<b>24,50</b>	<b>25,25</b>	<b>23,00</b>	<b>48,25</b>

Note: Tous les chiffres (sont exprimés en pourcentage du PIB)

**Tableau 3.3: Afrique du Sud: Comptes publics**

			Part du PIB %
•	Recettes publiques ordinaires		28.00
moins	Dépenses ordinaires	17,50	
moins	Autres Dépenses publiques dont:	10.00	
	Service de la dette publique	5.00	
	Autres dépenses	5.00	
•	Epargne publique		0.50
moins	Dépenses d'équipement	6,25	
•	Déficit budgétaire		5.75
moins	Aide publique au développement	2.00	
•	Emprunt public intérieur nécessaire		3.75

**Tableau 3.4: Afrique du Sud: Comptes privés**

		Part du PIB %	Part du revenu Disponible %
•	Dépenses d'équipement		19.00
plus	Prêts au gouvernement	3.75	
•	Investissement privé total		22.75
plus	Dépenses ordinaires pour la creation de capacités	5.50	27.75
moins	Entrees de capitaux extérieurs privées	5.00	
•	Epargne privée intérieure		22.75
			31.60

**Tableau 4.1: Total Afrique: Besoins financiers du gouvernement pour la mise en place de capacités essentielles**

Groupe de pays	Part de PIB%			Milliards \$		
	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total
• 37 pays africains à faible revenu	9,25	15,00	24,25	18,50	30,00	48,50
• 15 pays africains à revenu élevé	8,00	17,75	25,75	22,40	49,70	72,10
• Afrique du Sud	6,25	17,50	23,75	10,00	28,00	38,00
<b>Total Afrique: 53 pays</b>	<b>7,95</b>	<b>16,83</b>	<b>24,78</b>	<b>50,90</b>	<b>107,70</b>	<b>158,60</b>

Note: Besoins financiers annuels moyens en dollars constants de 1995

**Tableau 4.2: Total Afrique: Besoins financiers du secteur privé pour la mise en place et l'utilisation de capacités essentielles**

Groupe de pays	Part de PIB%			Milliards \$		
	Equipement	Ordinaire	Total	Equipement	Ordinaire	Total
• 37 pays africains à faible revenu	16,03	3,75	19,78	39,56	7,50	47,06
• 15 pays africains à revenu élevé	17,05	6,00	23,05	47,74	16,80	64,54
• Afrique du Sud	19,00	5,50	24,50	30,40	8,80	39,20
<b>Total Afrique: 53 pays</b>	<b>18,39</b>	<b>5,17</b>	<b>23,56</b>	<b>117,70</b>	<b>33,10</b>	<b>150,80</b>

**Tableau 4.3 Total Afrique: Besoins financiers extérieurs pour appuyer la mise en place de capacités**

Groupe de pays	Part de PIB%			Milliards \$		
	APD	Ordinaire	Total	APD	Ordinaire	Total
• 37 pays africains à faible revenu	5,00	3,00	8,00	10,00	6,00	16,00
• 15 pays africains à revenu élevé	3,00	5,00	8,00	8,40	14,00	22,40
• Afrique du Sud	2,00	5,00	7,00	3,20	8,00	1,20
<b>Total Afrique: 53 pays</b>	<b>3,38</b>	<b>4,38</b>	<b>7,75</b>	<b>21,60</b>	<b>28,00</b>	<b>49,60</b>

# **CAPACITES POUR LA MOBILISATION ET L'ALLOCATION EFFICIENTE DES RESSOURCES FINANCIERES**

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
1. Accroître l'épargne intérieure	Créer et maintenir un environnement politique et économique pacifique, stable et prévisible qui entraîne l'épargne, l'investissement, l'accumulation du capital, des bénéfices, l'expansion du secteur privé et une croissance soutenue	Promouvoir la sécurité, la paix et la stabilité régionales, instaurer la confiance entre les pays, fournir des moyens de prévention des conflits dans et entre les Etats, promouvoir l'intégration économique régionale	Ouvrer, au sein des structures des Nations Unies pour la prévention et la résolution des conflits en Afrique. Appuyer l'intégration économique de l'Afrique
a. Epargne des ménages et des entreprises privées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir la monétisation totale de l'économie nationale - en éliminant les dualismes modernes traditionnels rural/urbain, informel/formel des économies africaines et en incorporant les producteurs de subsistance dans l'économie monétaire moderne</li> <li>• Mobiliser les communautés locales pour qu'elles prennent en charge la responsabilité de leur développement grâce à des initiatives communautaires d'auto-assistance</li> <li>• Instaurer une culture d'épargne et d'investissement avisé chez les jeunes - par des réformes des programmes du primaire et du secondaire pour inculquer une attitude d'auto-suffisance et développer la capacité d'entreprise</li> <li>• Eliminer la répression financière - en libérant les taux d'intérêt et en relevant les plafonds de crédit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CFR et la CFAE fourniront des forums aux pays pour l'échange d'expériences sur la transformation socio économique et les mécanismes institutionnels pour la coordination et l'harmonisation des politiques macro économiques des pays</li> <li>• La BAD pourrait fournir une assistance technique sur les politiques du secteur financier visant à accroître l'épargne privée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La CEA, la Banque mondiale, le FMI et la PNUD pourraient fournir des services consultatifs sur les approches de développement générales, les incitations pour développer l'épargne et le transfert des expériences Sud-Sud</li> <li>• La CEA, la Banque mondiale, le FMI pourraient collaborer avec la BAD dans le domaine des services consultatifs sur la libéralisation du secteur financier pour accroître l'épargne intérieure</li> </ul>
b. Epargne publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir l'épargne publique - grâce à des mesures fiscales pour accroître les recettes fiscales et un recouvrement plus efficace tout en réduisant les dépenses de consommation et les dépenses militaires</li> <li>• Renforcer la budgétisation publique en renforçant la capacité de prévision économique et fiscale et en fixant des objectifs, buts et priorités plus clairs</li> </ul>	Les CFR et la CFAE fourniront des moyens d'échange de l'information technique, des données, des connaissances et des perceptions empiriques sur la dynamique des économies africaines	Le FMI, la Banque mondiale, la CEA et le PNUD pourraient appuyer la mise en place des capacités pour l'analyse socio-économique et les bases de données

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
b. Epargne publique (suite)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elargir l'assiette fiscale - en imposant une gamme plus grande d'agents économiques gagnant des revenus et possédant une fortune et en établissant l'équilibre approprié entre taxes indirectes, impôts sur le revenu et tarifs douaniers en gardant les taux des taxes marginales au minimum</li> <li>• Contrôler plus efficacement les décaissements publics en mettant en place des mécanismes incorruptibles mais efficaces de contrôle des décaissements supervisés par un personnel très compétent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER et la CEAF devraient établir des mécanismes de coordination et d'harmonisation des tarifs douaniers et fournir des moyens d'échanger l'information et les données sur la structure fiscale des divers pays.</li> <li>• La BAD pourrait fournir une assistance technique aux ministères africains des finances pour le renforcement des structures dans le domaine fiscal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le FMI, la Banque mondiale, la CEA et le PNUD pourraient fournir une assistance technique concernant des régimes fiscaux à assiette élargie et la mise en place des capacités dans les administrations fiscales nationales.</li> </ul> <p>Ils pourraient aussi aider à élaborer des régimes douaniers nationaux dans le cadre de l'Acte final du Cycle d'Uruguay et du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (CEAF)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces organismes pourraient renforcer la capacités des ministères africains des finances pour un contrôle effectif des décaissements publics, de la gestion des programmes et des projets</li> </ul>
2. Améliorer le taux de l'investissement intérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître l'investissement public - en réduisant les dépenses courantes et en transférant des ressources fiscales au budget d'équipement notamment les dépenses pour l'entretien</li> <li>• Promouvoir l'investissement du secteur privé - en encourageant la formation et la croissance d'entreprises autochtones dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les régions.</li> <li>• Attirer énergiquement l'investissement direct étranger (IDE) en maintenant des politiques macro-économiques rationnelles visant à assurer la stabilité des prix, un taux de change réaliste mais stable, et la croissance soutenue</li> </ul> <p>Renforcer l'Office national de la promotion de l'investissement en tant que centre multi-fonctionnel unique. Promulguer des réglementations de l'emploi équitables qui préservent la souplesse du marché du travail. Garantir le droit du rapatriement des bénéfices et dividendes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER et la CEAF devraient fournir aux pays des moyens de partager les données d'expérience en ce qui concerne les réformes économiques - ce qui marche et ce qui ne marche pas</li> <li>• Elles devraient aussi fournir aux entrepreneurs et entreprises en Afrique des moyens d'avoir des interactions et de définir des intérêts communs. La BAD devrait promouvoir le développement des entreprises privées.</li> <li>• Les CER et la CEAF devraient fournir des mécanismes pour l'harmonisation et la coordination de politiques nationales relatives à l'IDE dans le cadre du GATT (OMC).</li> <li>• La BAD devrait aider les pays à commercialiser leurs opportunités, à attirer et à gérer l'IDE et les investissements des portefeuilles institutionnels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale, la CNUCED, l'ONUDI, l'OIT et le PNUD devraient appuyer le développement de l'entreprise privée. La Banque à travers la SFI, devrait fournir des prêts et des capitaux de participation aux petites et moyennes entreprises.</li> <li>• Ils devraient aider les pays à se promouvoir et à attirer l'IDE. Le MIGA de la Banque mondiale pourrait aider à garantir contre les risques souverains</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
2. Améliorer le taux d'investissement intérieur (suite)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître les opportunités d'investissement - en ouvrant les infrastructures économiques aux investisseurs, sur la base d'arrangements tels que "construire - opérer - transférer (BOT) ou "construire - posséder - opérer (BOO)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CFR et la CEAf devraient fournir des mécanismes pour la coordination et l'harmonisation des politiques d'investissement dans les domaines des infrastructures physiques. La BAD devrait aider pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elle devrait aider en ce qui concerne les politiques visant à accroître l'investissement dans les infrastructures physiques grâce à des arrangements novateurs de financement publics - privés et autochtones - étrangers</li> </ul>
3. Accroître l'efficacité du capital investi pour obtenir de meilleurs taux de rendement social et économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Libérer les marchés nationaux - en libérant les prix intérieurs devant être déterminés par l'offre et la demande, en éliminant les contraintes à l'entrée sur les marchés et à la sortie et en exposant les entreprises publiques à la concurrence avec les entreprises privées</li> <li>• Révision du système fiscal économique: simplifier le code fiscal des entreprises, réduire les tranches fiscales et le taux maximal de la taxe marginale, supprimer les pénalités fiscales sur l'emploi de la main d'oeuvre</li> <li>• Libéraliser le commerce extérieur avec des sauvegardes raisonnables pour les industries naissantes véritables - libérer le taux de change; supprimer les taxes à l'exportation; réduire les taxes à l'importation, spécialement sur les facteurs de production; simplifier la structure tarifaire et supprimer les barrières tarifaires de façon à exposer les entreprises à la compétition mondiale</li> <li>• Accélérer l'intégration économique régionale en appliquant promptement toutes les mesures d'ouverture du marché des CFR et de la CEAf, et en reconnaissant les entreprises - autochtones comme étrangers - comme les principaux agents de l'intégration économique. Promouvoir l'émergence de sociétés transnationales africaines.</li> <li>• Restructurer les entreprises publiques - en précisant davantage les objectifs et buts que les entreprises publiques devraient poursuivre et privatiser sur le marché libre toutes les opérations non fondamentales ainsi que les entreprises dont les mandats peuvent être exécutés dans le secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CFR et la CEAf devraient fournir des voies de communication sur les réformes économiques. La BAD peut rendre des services consultatifs aux pays sur la politique</li> <li>• Les CFR et la CEAf devraient fournir des voies de communication pour la coordination et l'harmonisation des réformes du code fiscal, dans l'esprit de l'intégration économique régionale</li> <li>• Les CFR et la CEAf devraient établir un calendrier pour la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires entre pays africains, le but étant d'arriver rapidement à une structure tarifaire extérieure commune</li> <li>• Les secrétariats des CFR et de la CEAf devraient être renforcés pour améliorer la qualité des services rendus aux États membres. Ils devraient rendre des services aux entreprises privées, spécialement fournir des arrangements efficaces pour le règlement des paiements</li> <li>• Les CFR et la CEAf auront besoin de coordonner et d'harmoniser les politiques nationales sur les entreprises publiques, dans la mesure où elles ont un impact direct sur la compétition dans le marché commun régional naissant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale devrait continuer ses prêts aux programmes pour appuyer des domaines de réforme spécifiques</li> <li>• La Banque mondiale et la CEAf devraient fournir une assistance technique pour les réformes du code fiscal</li> <li>• La CEAf qui est aussi membre du Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD, devraient avoir une nouvelle approche pour accélérer l'intégration économique régionale et la création de la CEAf - à la lumière de l'Accord du Cycle d'Uruguay</li> <li>• La Banque mondiale, le FMI et l'OMC devraient adapter leurs conseils aux pays (sur la stabilisation économique, les réformes structurelles et la politique commerciale) dans le cadre de la promotion de l'intégration économique.</li> <li>• La Banque mondiale et la CEAf devraient fournir aux pays africains et aux CFR des services consultatifs et de formation sur la restructuration et la privatisation des entreprises publiques</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
3. Pour améliorer l'efficacité du capital investi pour des taux plus élevés de rendement social et économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir le développement d'infrastructures économiques efficaces - grâce à des arrangements novateurs de partenariat entre le public et le privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER coordonnent et harmonisent le développement des infrastructures et leur utilisation efficace dans toute la région. La BAD devrait fournir l'assistance technique pour la conception des montages financiers pour le développement des infrastructures et pour la mobilisation du financement du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale, la CEA et d'autres organismes des Nations Unies comme l'UIT devraient aider dans le développement des infrastructures par le biais de programmes tels que UNTACDA. La Banque devrait financer des projets d'infrastructure, spécialement ceux qui favorisent l'intégration régionale</li> </ul>
4. Pour corriger le déficit structurel du commerce de l'Afrique avec le monde	<p>Inverser la tendance à la baisse de la part de l'Afrique dans le commerce mondial exige un nouvel engagement à promouvoir le secteur des exportations en tant que moteur important de la croissance économique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'efficacité et la compétitivité économiques nationales - grâce à des réformes micro et macro-économiques globales et des infrastructures économiques et efficaces intégrées dans les réseaux régional et mondial</li> <li>• Promouvoir l'émergence et la croissance d'entreprises dynamiques intervenant au niveau mondial. Pour cela, les gouvernements doivent accepter une division du travail nouvelle et plus nette entre l'état et le secteur privé</li> <li>• Les gouvernements devraient travailler étroitement avec les secteurs privés pour diversifier la base de production, être compétitifs au niveau mondial et pénétrer de nouveaux marchés</li> <li>• Travailler diligemment en vue de la création rapide d'un marché commun africain. A cette fin accélérer la suppression des barrières au commerce intra régional et aux mouvements de capitaux</li> </ul>	<p>L'engagement à promouvoir les exportations au niveau national doit être complété par une détermination plus grande à réaliser l'objectif de création d'un marché unique africain.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER et la CEAf peuvent fournir les mécanismes vitaux pour la coordination et l'harmonisation des politiques commerciales nationales</li> <li>• Les CER et la CEAf devraient établir des mécanismes internationaux pour réguler l'assistance de l'Etat aux entreprises publiques et privées</li> <li>• La BAD et Afrexim Banque devraient mobiliser le financement pour le développement du commerce et fournir une assistance technique aux divers Etats et au secteur privé</li> <li>• Les CER et la CEAf devraient renforcer la capacité technique pour gérer le processus de gestion, fournir des mécanismes institutionnels pour la régulation économique et le règlement des différends au niveau régional, faire fonctionner l'union douanière extérieure et parler pour l'Afrique dans les négociations commerciales mondiales.</li> </ul>	<p>Les partenaires commerciaux bilatéraux (UE, Etats-Unis, Japon et les nouvelles économies industrialisées) devraient aider l'Afrique à développer son potentiel commercial en supprimant les barrières commerciales.</p> <p>La CEA, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, la CNUCED et le PNUD devraient appuyer la mise en place de capacités des CER et de la CEAf pour qu'elles puissent coordonner et harmoniser les politiques économiques et nationales. La Banque mondiale devrait aider les pays à harmoniser leurs programmes de réformes économiques dans la région, pour renforcer l'intégration régionale.</p> <p>La CEA, la Banque et ses filiales, le PNUD, l'OIT et l'ONUDI pourraient aider à appliquer la nouvelle division des responsabilités entre les gouvernements et le secteur privé</p> <p>La CEA, la Banque mondiale, le FMI, le PNUD, la CNUCED et l'OMC pourraient aider les CER et la CEAf à établir le cadre institutionnel nécessaire pour une intégration régionale orientée sur les marchés</p>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
5. Régler le problème du "vieux" fardeau de la dette extérieure	<p>La "vieille" dette extérieure (accumulée jusqu'en 1995) est un obstacle énorme à la mise en place de capacités des pays africains et à leur croissance accélérée. L'incertitude qu'elle fait planer sur l'avenir éloigne les investisseurs étrangers et locaux. On doit s'en occuper sérieusement.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gérer la "vieille" dette extérieure grâce à des techniques améliorées de gestion de la dette pour éviter les arriérés</li> </ul> <p>Etablir divers canaux vers le marché secondaire pour la dette souveraine et des moyens d'opérer discrètement à travers ces canaux pour réduire la dette à un taux d'escompte substantiel</p> <p>Assembler un portefeuille de possibilités attrayantes et amener les créanciers privés et publics à les utiliser</p> <p>Renforcer les compétences de négociation de la dette et maintenir le dialogue avec les créanciers</p>	<p>L'OUA/la CEM peuvent contribuer à la solution du problème de la dette en incitant les pays africains à parler d'une seule voix lors du dialogue avec les créanciers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER peuvent fournir aux pays des moyens de partager les expériences en ce qui concerne la mise en place de systèmes de gestion de la dette extérieure</li> <li>• La BAD en collaboration avec la Banque mondiale et le FMI devraient fournir une assistance technique et financière aux opérations des pays sur le marché secondaire de la dette</li> <li>• Grâce aux canaux offerts par le CER, les pays pouvaient harmoniser les portefeuilles de dette ainsi que les stratégies pour attirer les créanciers</li> <li>• Les CER peuvent fournir aux pays des forums où définir une position de négociation commune sur les questions de la dette</li> </ul>	<p>Le fardeau de la "vieille" dette ne peut être supprimé que si les partenaires de développement de l'Afrique et les créanciers acceptent le principe d'une annulation en faveur des pays endettés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale et le FMI devraient sensibiliser davantage à la question de la dette en cherchant à obtenir l'appui des principaux créanciers des Clubs de Paris et de Londres pour une annulation importante en faveur des pays gravement endettés qui appliquent des réformes économiques</li> <li>• Une annulation des obligations au titre de la dette dues à la Banque et au FMI devrait être envisagée (une levée des restrictions statutaires serait nécessaire).</li> <li>• La Banque mondiale, le FMI, la CNUCED et la CEA devraient fournir une assistance technique pour renforcer les moyens des pays de gérer la dette</li> <li>• L'UNICEF a exprimé son intérêt pour les échanges des dettes en faveur du développement social et de la protection maternelle et infantile. Le PNUD et la Banque pourraient proposer des projets d'échange de dette - protection de la nature. La Banque (et la SFT) pourraient promouvoir des échanges de dette contre des prises de participation dans le cadre de la privatisation des entreprises publiques</li> </ul>
6. Mobiliser des ressources extérieures pour financer la mise en place de capacités	<p>Des montants considérables des ressources sont nécessaires pour mettre en place les capacités essentielles pour les pays africains. L'ampleur des ressources extérieures requises, pour compléter les ressources intérieures pose trois problèmes pratiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment mobiliser les ressources extérieures</li> <li>• Comment les absorber efficacement</li> <li>• Comment gérer les obligations extérieures "nouvelles" et leur service</li> </ul>	<p>Une approche coopérative à l'échelle de la région pour mobiliser des ressources extérieures doit être adoptée et une infrastructure institutionnelle efficace pour l'intermédiation financière sur le continent est nécessaire. L'Afrique en tant qu'espace économique intégré et marché unique a plus d'attrait pour les investisseurs étrangers que les 53 pays essayant individuellement d'attirer les investisseurs</p>	<p>L'initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique a un rôle de catalyseur à jour pour la mobilisation de ressources extérieures pour le développement de l'Afrique grâce à la mise en place de capacités. Elle devrait être utilisée pour appuyer l'effort général de mobilisation - en renforçant les capacités élémentaires qui peuvent rendre les exportations plus compétitives et accroître la productivité de la main d'oeuvre, maintenir la reprise et rendre l'Afrique plus attrayante aux investisseurs étrangers</p>



Mesures	Action nationale	Action régionale	Action internationale
a. Mobilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les stratégies visent à exploiter les sources potentielles de capitaux. Les ressources extérieures pour la mise en place des capacités de l'Afrique devraient être mobilisées à partir de sources, dans l'ordre de priorité suivant: <ul style="list-style-type: none"> <li>• retour des capitaux africains en fuite</li> <li>• Don bilatéral, aide publique au développement</li> <li>• Investissement direct étranger (IDE)</li> <li>• Crédits au titre de l'APD bilatérale</li> <li>• Crédits multilatéraux</li> <li>• Crédits d'exploitation</li> <li>• Fonds de portefeuille dans les marchés naissants de capitaux</li> <li>• Crédit privé de banques et de marchés d'obligations</li> </ul> </li> <li>• Attirer activement les investisseurs étrangers - en créant une <b>agence de promotion de l'investissement</b> pour promouvoir les opportunités d'investissement, supprimer les contrôles pesant sur les flux de capitaux et le rapatriement des dividendes</li> <li>• Créer un environnement propice à l'investissement - un climat politique et économique suscitant la confiance des investisseurs et des taux élevés de rendement de l'investissement, pouvant être compétitifs avec ceux des autres régions</li> <li>• Etablir un consensus national pro-marché qui transcende les clivages de partis et garantisse la continuité de la politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pays africains auront besoin de créer un espace économique continental pour attirer des montants substantiels d'IDE</li> <li>• La BAD, Afrexim Bank et les CER (les banques commerciales et de développement de la BAD) ont un rôle central à jouer dans la mobilisation du financement extérieur du développement et dans la prestation de services consultatifs et autres services techniques sur la mobilisation de ressources extérieures</li> <li>• Les CER et la CEAP devraient établir les mécanismes nécessaires pour coordonner les stratégies de mobilisation de ressources extérieures, spécialement en harmonisant les incitations à l'investissement des pays membres</li> <li>• Le mécanisme de l'OUA pour la protection, la gestion et la résolution de conflits devrait contribuer considérablement</li> </ul>	<p>Les partenaires de développement devraient fournir un <b>soutien matériel</b> à la mise en place des capacités et aux réformes économiques en Afrique en:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenant l'APD bilatérale et multilatérale aux niveaux recommandés dans la résolution 46/151 de l'Assemblée générale</li> <li>• En offrant une bonne partie de ces fonds sous forme de subventions et à des conditions de faveur</li> <li>• Effaçant les "vieilles" dettes</li> <li>• Aidant les pays africains à attirer l'IDE</li> </ul> <p>La Banque mondiale (y compris la SFI et le MIGA) ont un important rôle à jouer - en:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournissant une assistance technique sur les stratégies en matière d'IDE</li> <li>• Garantissant les risques spécifiques encourus par l'IDE, en particulier dans les projets d'investissement dans l'infrastructure</li> <li>• Mobilisant des ressources pour l'Afrique auprès des marchés financiers et des Etats donateurs, de la Banque qui est la première institution du monde de financement du développement multilatéral</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
a. Mobilisation (suite)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'information économique et financière et avoir la capacité de publier des statistiques de qualité crédibles que les investisseurs potentiels peuvent utiliser pour évaluer les opportunités et planifier des projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER et la CEAF devraient établir des banques d'information:</li> <li>• Pour informer les investisseurs potentiels africains et extérieurs des possibilités d'investissement africaines</li> <li>• Pour donner aux Etats membres une information à jour vitale pour leurs stratégies de mobilisation de ressources extérieures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La CEA, la Banque mondiale et le FMI devraient aider les pays, les CER et la CEAF à établir des capacités pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données et de l'infrastructure économique à travers les moyens modernes de communication</li> </ul>
b. Capacité d'absorption	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation énergique de ressources extérieures couplée à des mesures pour accroître la capacité d'absorption</li> <li>• Renforcer la capacité de planification du développement à moyen terme - créer un nouveau cadre participatif pour la planification à moyen terme, en associant tous les acteurs économiques (secteur des affaires, main-d'œuvre, agriculteurs, finances)</li> <li>• Mettre en place des capacités techniques au ministère de la planification pour élaborer le processus et appliquer le plan qui en découle</li> <li>• Renforcer la capacité de planifier et de suivre les projets publics. Etablir des capacités techniques et des procédures efficaces dans tous les ministères pour la conception, les études de faisabilité, la planification financière, le suivi et l'évaluation des projets d'investissements publics</li> <li>• Promouvoir la capacité du secteur privé. Réformer les programmes des écoles secondaire, supérieur et technique pour former plus de travailleurs qualifiés et de cadres de gestion afin de satisfaire la demande en main d'œuvre des projets d'équipement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les instituts régionaux de formation à la recherche socio économique et à la gestion (ESAMI, IDEP) pourraient former les planificateurs et gestionnaires économiques</li> </ul> <p>La recherche dans les instituts socio-économiques africains devrait chercher des méthodes plus efficaces de planification économique, d'évaluation et d'exécution des projets publics</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ces instituts pourraient aussi coordonner l'élaboration des programmes pour les qualification techniques essentielles, les affaires et la gestion de projets. Ils devraient être renforcés pour former des milliers de gestionnaires du secteur privé chaque année</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La CEA, la Banque mondiale, le PNUD, l'ONUDI, l'OTI pourraient tous aider les pays africains à renforcer les capacités de planification du développement</li> </ul> <p>Ils devraient appuyer la mise en place de capacités des institutions régionaux de recherche socio-économique et de gestion et ils devraient parrainer certains des programmes de formation pour les gestionnaires économiques du secteur privé</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale et la CEA devraient aider à élaborer une politique cohérente sur l'éducation primaire, secondaire, supérieure et technique et examiner comment la financer à différents réseaux</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
c. Gérer les obligations extérieures "nouvelles"	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarifier le cadre juridique et les procédures à suivre pour l'application des contrats avec des dispositions pour le règlement à l'amiable et donner au système judiciaire la capacité de s'occuper des cas économiques</li> <li>• Les pays africains ne devraient pas répéter les fautes qui ont conduit au piège de la "vieille" dette</li> <li>• Garder au minimum la part de la dette extérieure due à la consommation</li> <li>• Réduire au minimum l'exposition nationale aux risques des nouvelles obligations. Ouvrir <u>tous</u> les secteurs économiques à l'investissement étranger et laisser les investisseurs étrangers supporter certains des risques.</li> <li>• Contracter la dette soigneusement, équilibrer les services de la dette, l'exposition au risque liés aux devises pour l'exportation, par opposition aux risques à intérêt variable. Planifier le profit de la dette pour réduire au minimum les risques de liquidité</li> <li>• Contracter une dette nouvelle seulement pour financer des dépenses d'équipement socio économique viables. Sélectionner des projets publics après une analyse vigoureuse de leur taux de rendement et de leur capacité à augmenter les recettes d'exportation.</li> <li>• Mettre en place une capacité institutionnelle forte de gestion de la dette. Créer au ministère des finances et/ou à la Banque centrale une équipe d'experts financiers très qualifiés pour superviser toutes les obligations extérieures, gérer une base de données à jour sur les obligations extérieures, analyser les projections concernant le service et proposer des options à temps.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER et la CEAF offrent des moyens d'échange de l'information sur (et l'harmonisation de) la création des cadres juridiques dans les pays africains</li> </ul> <p>Les CER et la CEAF devraient fournir un forum pour la gestion prudente des "nouvelles" obligations extérieures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER et la CEAF devraient revoir leur position sur l'investissement direct étranger - pour encourager l'IDE et les capitaux étrangers dans les entreprises africaines.</li> <li>• Les institutions régionales de recherche socio-économique et de formation à la recherche devraient former des cadres de la gestion économique publique et privée à la planification des investissements</li> <li>• Les CER et la CEAF devraient fournir des moyens aux pays africains d'harmoniser les systèmes nationaux de gestion des obligations extérieures. La BAD devrait fournir une assistance technique aux Etats membres et aux CER</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale (avec la SFI et MIGA) la CNUCED, l'OMC, la CEA et le PNUD pourraient fournir des services consultatifs sur les aspects économiques réformes des cadres juridiques.</li> </ul> <p>La Banque mondiale, le FMI, la CEA, la CNUCED et le PNUD devraient fournir assistance technique aux pays africains, CER et à la CEAF pour qu'ils créent un cadre institutionnel pour la gestion des "nouvelles" obligations extérieures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale (avec la SFI et MIGA) la CEA, l'OMC, la CNUCED et le PNUD pourraient aider dans la réforme du cadre juridique national et régional pour l'investissement étranger</li> <li>• La CEA, la Banque mondiale, le FMI et le PNUD pourraient renforcer la capacité des institutions régionales de recherche et de formation socio-économiques et parrainer des programmes de formation à l'évaluation des risques, à la gestion de portefeuille et à la protection des capitaux</li> <li>• La Banque, le FMI, la CNUCED, la CEA et le PNUD pourraient aider les pays africains et les CER à renforcer les structures institutionnelles et les procédures pour la gestion prudente des "nouvelles" obligations extérieures</li> </ul>

	Actions	Action régionale	Action internationale
7. Alléger le fardeau de la dette extérieure	<p>L'encours de la dette extérieure menace la santé du secteur financier dans de nombreux pays africains. Une politique et un cadre institutionnel efficaces pour la gestion doivent être élaborés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Régler les engagements publics intérieurs - en payant tous les arriérés de salaires dus aux employés publics, aux petites entreprises et au moins une <u>fraction</u> des factures impayées aux grandes entreprises et banques</li> </ul> <p>Convertir le reste des obligations en effets commercialisables et négocier un nouveau calendrier ferme pour leur remboursement</p> <p>Réduire les salaires publics à une proportion raisonnable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Mettre fin à l'ingérence publique dans les secteurs de la production et de la distribution. Restructurer les entreprises publiques et privatiser toutes les activités qui peuvent être exécutées par le privé. Gérer les autres entreprises para étatiques sur une base commerciale, avec des budgets annuels définis, des mesures de performance précises</li> <li>● Mettre fin à la dépendance à l'égard du seigneurage et des prêts forcés. Introduire une série de titres d'Etat qui offrent diverses échéances pour financer les besoins en emprunts publics comme par exemple: <ul style="list-style-type: none"> <li>● des bons de Trésor à court terme</li> <li>● des obligations d'Etat à court terme</li> <li>● des obligations à long terme liés aux investissements dans les infrastructures</li> </ul> </li> </ul>	<p>Les CER et la CEAF peuvent fournir des voies de communication utiles aux pays africains pour échanger des expériences sur les "meilleures pratiques" en matière de finances publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La BAD, travaillant avec les instituts de recherche socio-économique tels que l'IDEP, pourrait aider les Etats membres sur la sécurisation des effets publics non payés actuels</li> <li>● La BAD, travaillant avec des instituts régionaux de recherche pourrait aider les pays africains à restructurer les entreprises contrôlées par l'Etat et privatiser les entreprises non stratégiques</li> <li>● La BAD et des institutions tels que l'IDEP pourraient aider les pays en matière de politique monétaire. Les CER et la CEAF devraient établir des canaux pour la coordination et l'harmonisation</li> </ul>	<p>La Banque mondiale, le FMI et la C pourraient aider les pays africains à des capacités nationales pour la gestion de la dette intérieure publique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La Banque mondiale, le FMI et la devraient collaborer avec la BAD sur problème de la sécurisation des factures impayées actuelles. La Banque pourrait offrir des prêts aux programmes pour aider les gouvernements à rembourser partie des dettes</li> <li>● La Banque mondiale, la CEA, le PNUD, l'ONUDI et la CNUCED pourraient collaborer avec la BAD pour aider les Etats à restructurer et à privatiser le secteur privé</li> <li>● Le FMI, la Banque mondiale et la C pourraient aider les pays sur la politique monétaire et les CER et la CEAF sur les mécanismes institutionnels pour la coordination des politiques</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	
7. Alléger le fardeau de la dette intérieure (suite)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablir un <u>marché primaire</u> efficace compétitif et transparent pour les effets publics. Promouvoir le développement d'un <u>marché secondaire</u> des effets publics - pour réduire les perceptions de mobilisation des ressources intérieures</li> <li>• Etablir une capacité institutionnelle forte pour la gestion de la dette intérieure publique. Etablir au ministère des finances et/ou de la Banque centrale une équipe d'experts financiers très compétents - pour surveiller la dette publique intérieure, gérer une base de données à jour, analyser les projections concernant le service, gérer le marché primaire d'effets publics, stabiliser le marché secondaire et exécuter la politique monétaire grâce à des opérations "open market"</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La BAD pourrait fournir une assistance technique aux pays pour la création de marchés primaire et secondaire efficaces d'effets publics</li> <li>• La BAD, avec des institutions régionales telles que l'IDEP pourrait aider les pays africains à établir une capacité institutionnelle et des procédures pour une gestion efficace et avisée de la dette intérieure publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale et la CEA pourraient collaborer avec la BAD pour aider les pays à établir des marchés primaire et secondaire efficaces d'effets publics</li> <li>• La Banque mondiale, le FMI et la CEA pourraient aider les pays à créer des capacités institutionnelles pour la gestion prudente de la dette intérieure publique et pour une bonne application de la politique monétaire grâce à des opérations d'"open market"</li> </ul>
8. Etablir des intermédiaires financiers sains et des marchés de capitaux dynamiques	<p>Les pays africains doivent établir des intermédiaires financiers et des marchés de capitaux efficaces avec des réseaux dans tout le pays et offrant divers instruments financiers pour les divers besoins d'épargne, de crédit et de protection contre les risques</p> <p>Dans une ère de marchés financiers mondiaux efficaces et intégrés, l'Afrique doit établir des institutions solides et solvables internationalement, capables de mobiliser des ressources extérieures avec une prise de risque minimale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Libérer les institutions financières existantes des actifs non productifs du passé:</li> </ul> <p>Les gouvernements devraient prendre des mesures concrètes pour régler les dettes publiques impayées dues aux banques commerciales et à d'autres institutions financières</p>	<p>Les CER et la CEAF doivent fournir le cadre institutionnel pour le développement coordonné d'intermédiaires financiers et de marchés de capitaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La BAD devrait fournir une assistance technique (et si possible financière) aux pays, pour appuyer les réformes du secteur en vue de renforcer le secteur financier</li> </ul>	<p>Les partenaires extérieurs doivent fournir un soutien matériel pour l'établissement d'une infrastructure financière saine dans toute l'Afrique, liant les pays ensemble. L'intégration financière est une condition nécessaire pour l'intégration des marchés le développement du commerce régional</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale, le FMI et la CEA en collaboration avec la BAD, devraient fournir une assistance technique (et si possible des prêts pour programmes) à des pays africains pour des réformes visant à renforcer le secteur financier.</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale#
8. Etablir des intermédiaires financiers sains et des marchés de capitaux dynamiques (suite)	<p>Les institutions financières doivent réévaluer leurs portefeuilles d'actifs de façon réaliste, sous la supervision des contrôleurs de la <b>Banque centrale</b>, identifier les actifs improductifs et annuler toutes les créances irrécouvrables.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>Banque centrale</b> devrait bénéficier d'une autorité constitutionnelle forte pour s'assurer que le système financier est sain</li> </ul> <p>Elle devrait surveiller toutes les institutions et s'assurer que les bitans de <b>tous les intermédiaires</b> répondent aux conditions concernant le capital et sont gérés avec professionnalisme et prudence</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Restructurer les intermédiaires appartenant à l'Etat et les privatiser</li> </ul> <p>Réorganiser leurs opérations en des activités distinctes et leur donner une base commerciale en leur accordant l'autonomie d'opération et en tenant leurs gestionnaires responsables sur la base de critères de réalisation définis par exemple le rendement des actions et des dépôts, la productivité du personnel ou la qualité du portefeuille d'actifs ajustés des risques.</p> <p>Le gouvernement devrait verser aux institutions des subventions pour couvrir les pertes projetées afin de réaliser des objectifs opérationnels spécifiques dans le cadre de la politique, tels que l'étalement géographique des banques, des quotas de crédit pour les groupes socio-économiques à hauts risques par exemple les petits agriculteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CBR et la CEAF devraient institutionnaliser le conseil des gouverneurs de la banque centrale et lui donner une plus grande place, le conseil devrait se réunir périodiquement</li> <li>• La BAD pourrait aider dans la mise en place de banques centrales grâce à des programmes de formation et d'échange de personnel</li> <li>• La BAD pourrait fournir une assistance technique pour restructuration des institutions financières appartenant à l'Etat, la privatisation des institutions non stratégiques et l'amélioration de la fonction "gestion" dans les institutions qui demeurent sous le contrôle de l'Etat</li> </ul> <p>Les CBR et la CEAF devraient fournir des moyens de communication en ce qui concerne les réformes du secteur financier</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale, le FMI et la CEA (en collaboration avec la BAD) devraient renforcer la capacité des banques centrales africaines de superviser efficacement le système financier</li> <li>• La Banque mondiale, le FMI, la CEA et le PNUD pourraient aider les pays africains à restructurer les institutions financières publiques, privatiser les institutions non stratégiques et renforcer les institutions qui demeurent sous le contrôle de l'Etat</li> </ul>

Mesures	Actions nationales	Action régionale	Action internationale
<p>8. Etablir des intermédiaires financiers sains et des marchés de capitaux dynamiques (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre fin à la répression financière: donner pouvoir aux intermédiaires de fixer les taux d'intérêt sur les dépôts et les prêts</li> <li>• Ouvrir le marché financier à la diversité, à la compétition et à l'innovation</li> </ul> <p>Eliminer la législation non liée à la surveillance interdisant aux investisseurs privés (aussi bien locaux et étrangers) de créer de nouvelles institutions financières ou de reprendre d'anciennes - à condition qu'ils respectent les directives en matière de surveillance et de capital</p> <p>Permettre aux intermédiaires d'introduire de nouveaux produits et services financiers et de fixer des prix compétitifs pour ces produits et services à condition que des réserves adéquates calculées par la Banque centrale soient constituées pour couvrir les risques de liquidité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Instaurer un environnement politique favorable à l'ensemble des intermédiaires pour qu'ils puissent s'établir et se développer (voir l'Annexe pour une liste exhaustive des institutions)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La BAD pourrait aider les Etats membres à élaborer un cadre politique de marché libre pour les institutions financières - visant à intensifier la compétition tout en assurant une prise de risques prudente, évitant les échecs systématiques et protégeant les déposants</li> <li>• La BAD pourrait aussi fournir une assistance technique aux autorités africaines de marchés de capitaux en place pour surveiller l'évolution des bourses de valeurs et des marchés d'obligations du secteur privé</li> <li>• Les CER et la CEAF devraient fournir un cadre institutionnel pour le développement d'intermédiaires financiers et de marchés de capitaux panafricains</li> </ul>	<p>La Banque mondiale, le FMI et la CEA (travaillant avec la BAD) devraient aider les pays à élaborer un nouveau cadre politique pour le secteur financier</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Banque mondiale, le FMI et la CEA pourraient fournir un soutien technique aux Autorités de marchés de capitaux mises en place pour surveiller l'évolution des bourses de valeurs africaines.</li> <li>• Le PNUD, la CEA et la Banque mondiale pourraient fournir une assistance technique pour l'élaboration de projets de banques communautaires sur le modèle de Grameen Bank (au Bangladesh)</li> </ul>